

PROPOSITION N° 1

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

ANALYSE DE DOCUMENT: Evolution des variables économiques des Etats de l'AES (5pts)

	PIB en Millions de F		Contribution des secteurs à la croissance réelle du PIB 2020-2025 ⁽¹⁾			FBCF (en% du PIB)		Indice des importations	
Années	2020	2025	Agriculture	Industrie	Tertiaire	2015	2020	2015	2017
Mali	<u>15,31</u>	17,13	2,15	1,12	1,80	34	35	<u>105,1</u>	110,6
Niger	13,32	15,16	0,17	<u>1,13</u>	1,20	22	23	95,4	101,2
Burkina	17,05	19,14	1,12	1,14	2,16	44	<u>42</u>	102,5	104,5

Source: Rapport de la Banque mondiale, prévision de 2025... (1). EN % du TAAM

Consigne: A l'aide du document ci-dessus

- Donner la signification des chiffres soulignés dans le tableau.
- Calculer le TAG et TAAM de la contribution des secteurs d'activité du Mali. A partir des résultats, dit le quel des 3 (trois) secteurs domine le plus l'économie malienne ?
- Déterminer la valeur des investissements du Burkina en 2020 ?
- Quelle était la valeur des importations du Niger en 2017, sachant qu'elle était de 12,50 millions de FCFA en 2010 ?
- Apprécier la croissance économique dans les trois pays. Justifier ta réponse par un calcul

II. DISSERTATION: (15pts)

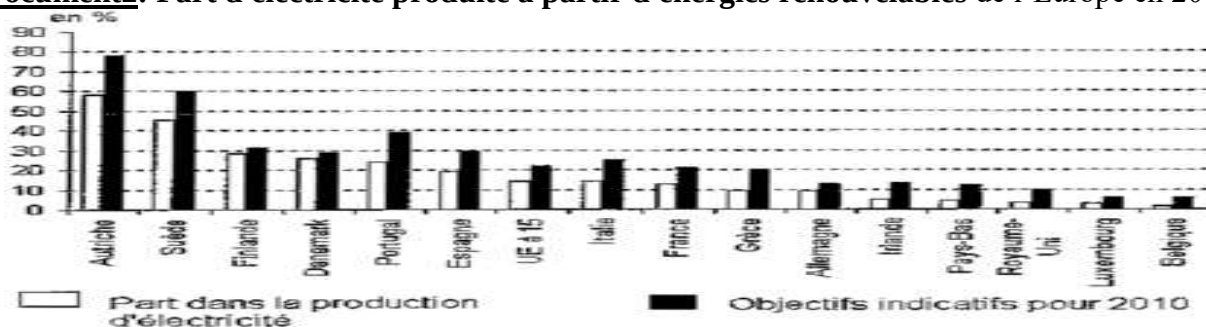
Sujet: Malgré des nombreuses perspectives, il s'embles impossible de concilier la croissance économique avec le modèle de développement durable actuel.

consigne: A l'aide des documents et de tes connaissances personnelles, tu recenseras les retombées de la croissance économique sur l'environnement et ensuite tu proposeras des solutions possibles pour pallier ce problème entre ces deux phénomènes

Document1:

L'analyse économique considère la pollution comme un effet externe⁽¹⁾ négatif lié à l'utilisation gratuite d'un bien d'environnement. Cette gratuité va conduire à son gaspillage, sa dégradation ou pire, son épuisement. En effet, pour que l'allocation efficace des ressources rares puisse se réaliser dans une économie de marché, il faut que les agents économiques supportent les conséquences de leurs actes, qu'ils en paient le prix [...]. Si la dégradation de l'environnement est considérée comme une défaillance du marché, l'État peut soit se substituer à celui-ci, soit le corriger. L'État assure la réalisation d'actions de protection et de restauration de l'environnement qui donnent lieu à des dépenses publiques (gestion des déchets, épuration des eaux). Mais il agit aussi comme un régulateur du marché, obligeant ou incitant les agents économiques à modifier leurs comportements dans un sens favorable à l'environnement. La typologie (d'actions) la plus simple oppose les instruments réglementaires aux instruments économiques. Les premiers imposent des contraintes, les normes par exemple ; les seconds agissent sur le système de prix afin de fournir aux agents les incitations monétaires destinées à modifier leurs comportements. Ce sont les taxes, les subventions et les marchés de permis d'émission.

Document2: Part d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables de l'Europe en 2004



Source : Directive du Parlement européen du 27 septembre 2001 pour les objectifs en 2010.

Document3: Les perspectives pour un développement durable

Face à de nombreux problèmes environnementaux d'ampleur mondiale, les pays doivent unir leurs efforts pour relever les défis les plus urgents de la planète et œuvrer en faveur du développement durable. Les pays en développement ont la possibilité de tirer des enseignements de l'expérience des autres pays et de « sauter des étapes » pour s'engager directement sur des voies de développement plus économes en énergie et en ressources et plus respectueuses de l'environnement. Les pays doivent œuvrer de concert pour diffuser connaissances, pratiques exemplaires et technologies afin de tirer mutuellement profit de modes de production et de consommation plus durables à l'échelle mondiale [...]. En ce qui concerne le changement climatique, plus les pays participant aux mesures d'atténuation seront nombreux, et moins il sera coûteux de réduire les émissions à l'échelle mondiale. La mise en place en 2008, par les seuls pays de l'OCDE, d'une taxe sur le carbone de 25 USD⁽²⁾/ tonne de CO₂, aboutirait en 2030 à une réduction de 43 % des émissions de gaz à effet de serre dans ces pays. Il est nécessaire de renforcer la gouvernance internationale de l'environnement afin d'assurer la mise en œuvre d'accords internationaux permettant de faire face aux problèmes environnementaux. Il faut la recherche des nouvelles énergies, politiques en faveur du développement durable à travers les taxes écologiques et le protocole de Kyoto. C'est pourquoi les économistes néoclassiques sont optimistes en ce qui concerne la soutenabilité de notre modèle de croissance productive.

Source: l'OCDE, « Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon de 2030 », 2008.

Document4: Émission du CO₂ due à la combustion d'énergie

	Part en %	Évolution 1990-2004 en %	Évolution 2004-2005 en %
Amérique du Nord (dont : États-Unis)	24,8	+ 0,6	+ 21,2
Amérique latine (dont UE à 27)	3,5	+ 2,5	+ 55,6
Afrique	3,1	+ 3,3	+ 51,9
Moyen-Orient dont : Chine	4,6	+ 5,5	+ 111,4
Inde	4,2	+ 3,3	+ 95,5
Monde	100	+ 3,1	+ 29,1

Source : Direction générale de l'énergie et des matières premières, « Les émissions de CO₂ liées à la combustion d'énergie dans le monde en 2005 », Énergies et matières premières, novembre 2007

Document5:

Selon certaines prévisions, les réserves mondiales de pétrole seront quasiment épuisées vers 2050, celles d'uranium vers la fin du siècle, les gaz à effets de serre commencent à faire sentir leurs effets sur le réchauffement climatique. La recherche de la croissance économique a des conséquences visibles, pour certains prévisibles, sur l'environnement écologique et sur les conditions mais aussi sur celles des générations futures car la pauvreté peut signifier dégradation accrue de l'environnement. D'une part, pour couvrir leurs besoins vitaux, les populations pauvres sont contraintes à une destruction irréversible de leurs ressources ; la déforestation et l'érosion qui en découle en sont un exemple. La nature constituant la base productive des populations pauvres, elles sont donc les premières concernées et affectées par une dégradation de l'environnement. De même les conséquences les plus dommageables du réchauffement climatique porteront davantage sur les pays pauvres que sur les zones tempérées des pays riches. Il s'embles impossible de concilier croissance économique au développement économique. Les pays les plus riches sont les plus gros consommateurs d'énergie par habitants et d'autre part les ressources naturelles (l'énergie ; eau ; sol ; forêt). D'autre part, une croissance élevée entraîne l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et génère un changement climatique (élévation de la température, modification du régime des précipitations) qui aura de nombreuses conséquences néfastes (élévation de la mer ; désertification ; catastrophes naturels ; risques sanitaires...)

Bonne chance dans la quête du savoir !!!

PROPOSITION N°2

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de document: Contribution à la croissance économique des facteurs de production au Canada, en Italie et en Suisse (5pts)

	1970	1983	2000	1970	1983	2000	1970	1983	2000
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1983	2000	2035	1983	2000	2035	1983	2000	2035
Facteur travail ⁽¹⁾	2	2	1,2	1	-1,3	1,5	1,3	-1,4	1
Facteur Capital ⁽¹⁾	2,1	2,1	2,4	2,9	2,1	1,9	2,6	2,1	1,4
PIB ⁽²⁾	4,8	3,5	3	5,3	3,2	2,8	6,9	3,4	3,1
Progrès technique ⁽²⁾	2,7	1,4	1,4	3,4	2,4	2,4	5	2,7	2,7
	Canada			Italie			Suisse		

1. En % par an

2. En % Global par région

1-Donner la signification des chiffres entourés.

2-Calculer le TAG et TAAM du PIB des trois (3) pays sur la période.

3-Apprécier la croissance économique dans ces pays.

4- Que penses-tu de la contribution du progrès technique à la croissance du PIB des trois (3) pays ? Justifie ta réponse.

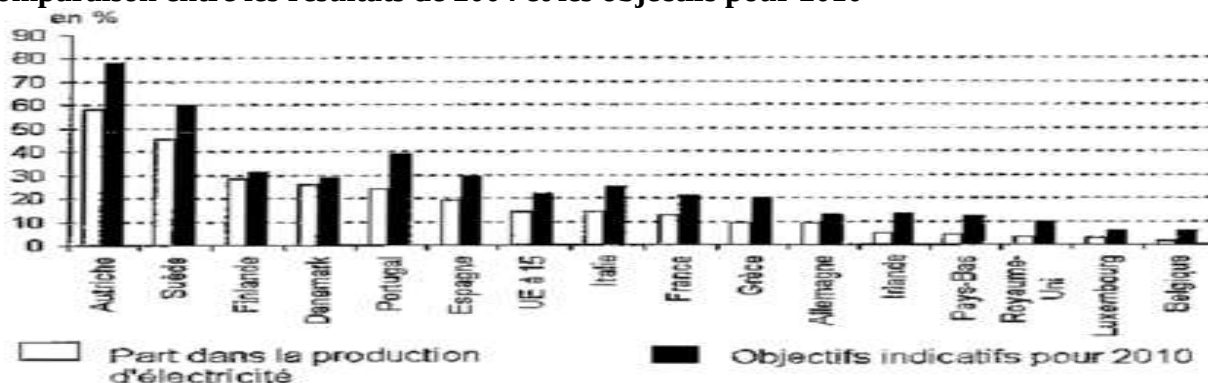
II. Dissertation: (15pts)

Sujet: La croissance économique est-elle possible avec le respect de l'environnement

Consigne: A l'aide des documents et de tes connaissances personnelles, tu recenseras les obstacles majeurs d'une forte croissance sur le bien-être et ensuite tu évoqueras les mesures de redressement envisageables pour assurer la préservation de l'environnement.

Document1: L'analyse économique considère la pollution comme un effet externe⁽¹⁾ négatif lié à l'utilisation gratuite d'un bien d'environnement. Cette gratuité va conduire à son gaspillage, sa dégradation ou pire, son épuisement. En effet, pour que l'allocation efficace des ressources rares puisse se réaliser dans une économie de marché, il faut que les agents économiques supportent les conséquences de leurs actes, qu'ils en paient le prix [...]. Si la dégradation de l'environnement est considérée comme une défaillance du marché, l'État peut soit se substituer à celui-ci, soit le corriger. L'État assure la réalisation d'actions de protection et de restauration de l'environnement qui donnent lieu à des dépenses publiques (gestion des déchets, épuration des eaux). Mais il agit aussi comme un régulateur du marché, obligeant ou incitant les agents économiques à modifier leurs comportements dans un sens favorable à l'environnement. La typologie (d'actions) la plus simple oppose les instruments réglementaires aux instruments économiques. Les premiers imposent des contraintes, les normes par exemple ; les seconds agissent sur le système de prix afin de fournir aux agents les incitations monétaires destinées à modifier leurs comportements. Ce sont les taxes, les subventions et les marchés de permis d'émission. Source : Annie Vallée, « Développement et environnement »

Document2: La part d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables en Europe : comparaison entre les résultats de 2004 et les objectifs pour 2010



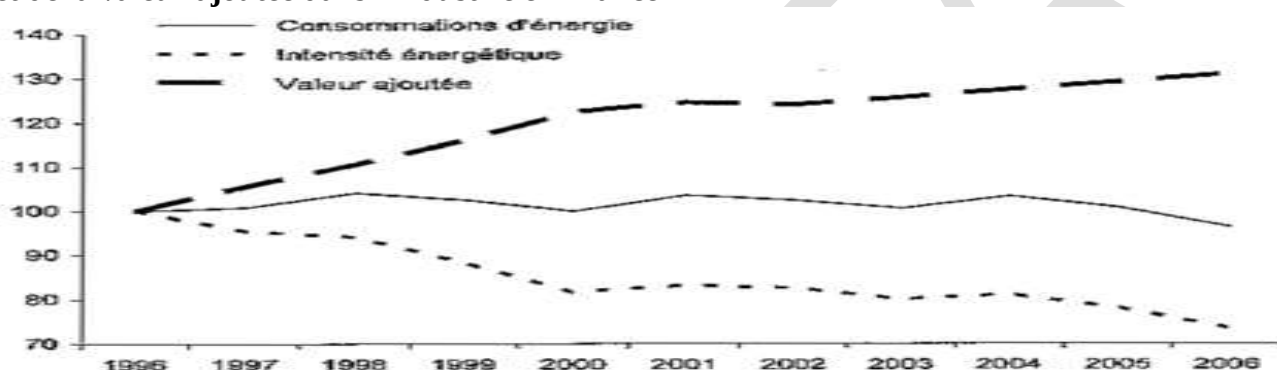
Source : Directive du Parlement européen du 27 septembre 2001 pour les objectifs en 2010.

Document 3:

Face à de nombreux problèmes d'environnement d'ampleur mondiale, les pays doivent unir leurs efforts pour relever les défis les plus urgents de la planète et œuvrer en faveur du développement durable. Les pays en développement ont la possibilité de tirer des enseignements de l'expérience des autres pays et de « sauter des étapes » pour s'engager directement sur des voies de développement plus économes en énergie et en ressources et plus respectueuses de l'environnement. Les pays doivent œuvrer de concert pour diffuser connaissances, pratiques exemplaires et technologies afin de tirer mutuellement profit de modes de production et de consommation plus durables à l'échelle mondiale [...]. En ce qui concerne le changement climatique, plus les pays participant aux mesures d'atténuation seront nombreux, et moins il sera coûteux de réduire les émissions à l'échelle mondiale. La mise en place en 2008, par les seuls pays de l'OCDE, d'une taxe sur le carbone de 25 USD⁽²⁾/ tonne de CO₂, aboutirait en 2030 à une réduction de 43 % des émissions de gaz à effet de serre dans ces pays. Il est nécessaire de renforcer la gouvernance internationale de l'environnement afin d'assurer la mise en œuvre d'accords internationaux permettant de faire face aux problèmes environnementaux. Source:

Docs. l'OCDE, *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, 2008.

Document4: Évolution des consommations d'énergie, de l'intensité énergétique* et de la valeur ajoutée dans l'industrie en France



Sources : Benoît de Lapasse et Thomas Renaud « Face à la hausse des prix des énergies fossiles puis de l'électricité », SESSI, *Le 4 pages des statistiques industrielles*, n° 204, décembre 2007.

Document5: Indice de développement Humain (IDH) de quelques pays en 2011

IDH et ses composantes Pays	PIB Réel	Durée moyenne	Espérance de vie à la naissance	I.D.H
Canda	35 166	12,1	81	0,908
Mexique	13 245	8,0	77	0,770
Tunisie	7 281	6,5	74	0,698
Maroc	4 196	4,4	72	0,582
Ethiopie	971	1,5	59	0,363

Source : *Rapport mondial sur le Développement Humain 2011* (PNUD)

Document6:

La cause principale de la dégradation continue de l'environnement mondial est 'un schéma de consommation et de production non viable (1) notamment dans les pays industrialisés, qui est extrêmement préoccupant dans la mesure où il aggrave la pauvreté et les déséquilibres. Nos modes de vie, de production et de consommation sont pointés comme non acceptables lorsque les besoins essentiels d'une grande partie de l'humanité ne sont pas satisfaits et qu'ils mettent en péril (2) à terme les stocks de ressources naturelles disponibles pour un développement équitable de l'humanité. Les modes de vie des pays riches, associés à de nombreux phénomènes de gaspillage imposent une surexploitation de ressources qui s'accompagne de contraintes considérables à l'environnement, en termes de pollution et d'épuisement des ressources non renouvelables... Les stocks de ressources naturelles en lien avec l'augmentation de la demande alimentaire et agricole se déprécient. L'intensification de l'exploitation agricole.

Source: Docs. l'OCDE, « *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon de 2030* », 2000

PROPOSITION N°3

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

ANALYSE DE DOCUMENT: Evolution de l'émission du CO₂ dans le monde

	Part en % dans le monde En 1990	Évolution 1990-1995 en %	Évolution 1995-2000 en %
Amérique du Nord (dont : États-Unis)	<u>24,8</u>	+ 10,6	+ 21,2
Amérique latine (dont UE à 27)	3,5	+ 12,5	+ 55,6
Afrique	3,1	+ 13,3	+ 51,9
Moyen-Orient dont : Chine	4,6	+ 25,5	+ 111,4
Inde	4,2	+ 23,3	+ <u>95,5</u>
Monde	100	+ 13,1	+ 29,1

Source : Direction générale de l'énergie et des matières premières, <<Les émissions de CO₂>>

- Donner la signification des chiffres soulignés
- Calculer le taux de croissance de l'émission du CO₂ dans le monde entre 1990 à 2000.
- Quelle était la quantité d'émission du CO₂ dans le monde en 1990, si en Inde on comptait 125 millions de tonnes/CO₂.
- En déduire la quantité d'émission du CO₂ dans le monde en 1995
- Avec chiffre à l'appui, dis quel était le pays le plus pollueur dans le monde entre 1995 à 2000.

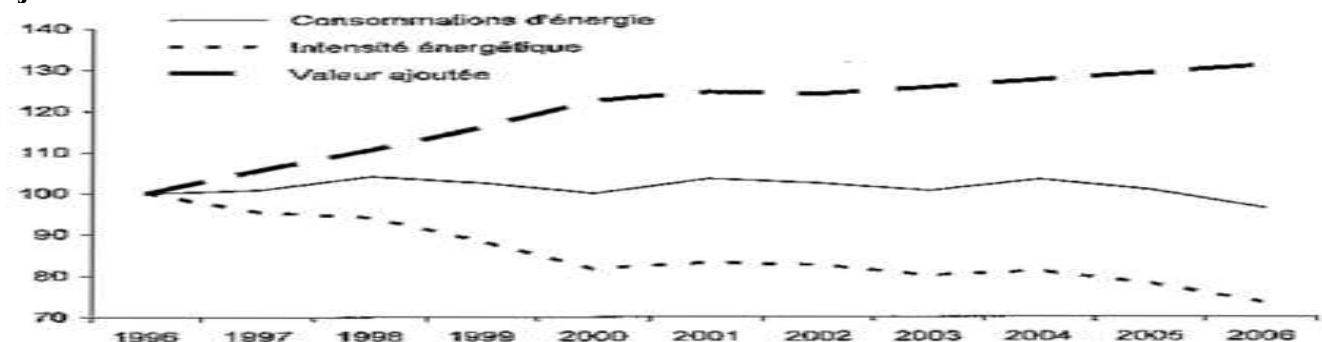
II. Dissertation:

Sujet: La croissance est une condition de base du développement puis qu'elle est accompagnée de multiples avantages. Toutefois, elle est à l'origine de divers effets négatifs.

Consigne: A l'aide des documents ci-joints et de tes connaissances personnelles, tu montreras que la croissance économique favorise le développement durable dans sa dimension humaine, mais elle risque de le menacer dans sa dimension environnementale

Document1: Pauvreté peut signifier dégradation accrue de l'environnement. D'une part, pour couvrir leurs besoins vitaux, les populations pauvres sont contraintes à une destruction irréversible de leurs ressources ; la déforestation et l'érosion qui en découle en sont un exemple. D'autre part, quand la survie est en jeu, les préoccupations quant à la préservation de l'écosystème local à long terme sont reléguées au second plan. La nature constituant la base productive des populations pauvres, elles sont donc les premières concernées et affectées par une dégradation de l'environnement. Face à des catastrophes naturelles qui affectent leurs principales sources de revenus, les populations pauvres ne disposent pas d'un soutien conséquent des pouvoirs publics et de possibilités d'indemnisation. De même les conséquences les plus dommageables du réchauffement climatique porteront davantage sur les pays pauvres que sur les zones tempérées des pays riches. De surcroît, la maîtrise technologique, qui permet en général d'utiliser plus efficacement les ressources disponibles, leur fait défaut et entraîne souvent une consommation destructrice pour leur milieu. Le développement durable reconnaît le principe d'une double solidarité : entre les pays du nord et ceux du sud d'abord, et intergénérationnelle

Document2: Évolution des consommations d'énergie, de l'intensité énergétique* et de la valeur ajoutée dans l'industrie en France



© Sources : Benoît de Lapasse et Thomas Renaud « Face à la hausse des prix des énergies fossiles »,

Document3: Croissance économique et développement des pays développés entre 1960-1973

	Etats-Unis	Japon	France	URSS	Total des PDEM
Evolution de l'IDH	0,980	0,970	0,891	0,930	0,950
Croissance du PIB en (%)	4,2	3,5	2,5	3,1	5,5
Facteur travail	1,5	2,5	1,1	2,9	2,4
Facteur Capital	2,9	1,6	2,4	1,2	3,5
Progrès Technique	3,5	2,7	2,5	3,0	3,0

Source : contribution des facteurs a la croissance économique

Document4:

Face à de nombreux problèmes d'environnement d'ampleur mondiale, les pays doivent unir leurs efforts pour relever les défis les plus urgents de la planète et œuvrer en faveur du développement durable. Les pays en développement ont la possibilité de tirer des enseignements de l'expérience des autres pays et de « sauter des étapes » pour s'engager directement sur des voies de développement plus économes en énergie et en ressources et plus respectueuses de l'environnement. Les pays doivent œuvrer de concert pour diffuser connaissances, pratiques exemplaires et technologies afin de tirer mutuellement profit de modes de production et de consommation plus durables à l'échelle mondiale [...]. En ce qui concerne le changement climatique, plus les pays participant aux mesures d'atténuation seront nombreux, et moins il sera coûteux de réduire les émissions à l'échelle mondiale. La mise en place en 2008, par les seuls pays de l'OCDE, d'une taxe sur le carbone de 25 USD⁽²⁾/ tonne de CO₂, aboutirait en 2030 à une réduction de 43 % des émissions de gaz à effet de serre dans ces pays. Il est nécessaire de renforcer la gouvernance internationale de l'environnement afin d'assurer la mise en œuvre d'accords internationaux permettant de faire face aux problèmes environnementaux. Source: Etudes

environnement dans le monde, Prévision de la Direction nationale sur les objectifs de 2030

Document5: Les fondements du développement durable



Source : Etude dimensionnelle du développement durable, rapport P9

Document6:

La cause principale de la dégradation continue de l'environnement mondial est 'un schéma de consommation et de production non viable (1) notamment dans les pays industrialisés, qui est extrêmement préoccupant dans la mesure où il aggrave la pauvreté et les déséquilibres. Nos modes de vie, de production et de consommation sont pointés comme non acceptables lorsque les besoins essentiels d'une grande partie de l'humanité ne sont pas satisfaits et qu'ils mettent en péril (2) à terme les stocks de ressources naturelles disponibles pour un développement équitable de l'humanité. Les modes de vie des pays riches, associés à de nombreux phénomènes de gaspillage imposent une surexploitation de ressources qui s'accompagne de contraintes considérables à l'environnement, en termes de pollution et d'épuisement des ressources non renouvelables...Les stocks de ressources naturelles en lien avec l'augmentation de la demande alimentaire et agricole se déprécient. L'intensification de l'exploitation agricole

Source: Docs. l'OCDE, « Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon de 2030 », 2000

PROPOSITION N°4

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. ANALYSE DE DOCUMENT: Indicateurs conjuncturels de l'économie française

Régions	1973-1991			Taux de chômage en (%)			
	Taux d'accroissement annuel Moyen (%)						
	PIB en volume	Productivité du travail	Emploi	1973	1983	1991	1993
France	2,4	2,1	0,3	26	8,3	9,4	<u>10,2</u>
Allemagne	2,4	<u>2,1</u>	0,3	0,8	7,7	4,2	6,1
Etats-Unis	2,4	0,5	<u>1,8</u>	4,8	9,5	6,6	6,7
Japon	4	3	1	1,3	26	2,4	2,5

Source : Perspectives économiques de L'OCDE 1995

1- Que signifient les chiffres soulignés ?

2- Calculez le taux d'accroissement global de l'emploi des Etats-Unis sur la période

3- Calculez le T.A.A.M de la productivité du travail au Japon sur la période

4- Calculer l'effectif total de la population active française en 1993 sachant que la France comptait 612.000 chômeurs à cette date.

5- Calculez le P.I.B en volume des Etats-Unis en 1973 sachant qu'il s'élevait à 5.000.000 de tonnes en 1991.

II. DISSERTATION: (15pts)

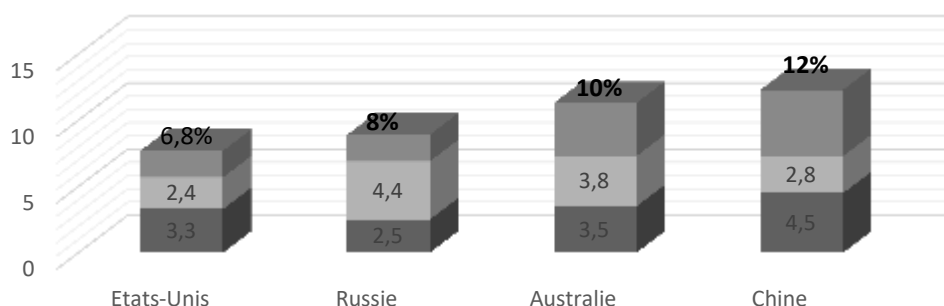
Sujet: Pour les économistes libéraux, le milieu naturel est un facteur clé dans l'accumulation des richesses et du développement d'un pays.

A l'aide des documents et de tes connaissances personnelles, tu montreras que le facteur naturel est un atout pour le décollage économique d'un pays et en suite tu préciseras qu'il ne garantit pas toujours un développement économique.

DOCUMENT1: La croissance économique, un moteur au développement économique

Pour plusieurs historiens [1] les ressources naturelles ont été le principal moteur du développement de l'économie canadienne grâce à l'exploitation à grande échelle de produits de base. Ainsi l'ère de la grande sidérurgie au XIX^e siècle n'a guère profité au Québec mal pourvu en charbon et en minerai de fer facilement exploitable. Ce sont plutôt les villes des Grands Lacs et de L'Ohio qui ont tiré bénéfice de la forte demande d'acier provoquée par la construction des grands chemins de fer transcontinentaux ; des Hôpitaux ; des écoles. Cependant les choses ont changés au tournant du XX^e siècle avec l'émergence de l'électricité dans les procédés industriels, notamment dans l'électrometallurgie. Cette fois, c'était le Québec qui était avantagé du fait de son potentiel hydroélectrique exceptionnel. Certes il s'embble que le développement économique d'un pays ou d'une région dépend de sa capacité à susciter des investissements dans l'exploitation des ressources naturelles (Or ; pétrole ; fer ...) ce qui permet une création des richesses et une réduction du chômage. En vue de réaliser les objectifs du millénaire pour le développement, les ressources naturelles peuvent générer une croissance durable et réduire ainsi la pauvreté. Source : Etudes statistiques des facteurs naturels de Canada après le XIX^e Siècle

DOCUMENT2: Classement selon les pays producteurs de l'Or en 2010



Source: World Gold Council

DOCUMENT3:

L'exploitation des ressources naturelles à l'échelle mondiale a connu une croissance significative au fil des décennies. Selon le programme des nations unies pour l'environnement (PNUE), l'utilisation des ressources est passée de 30 milliards de tonnes en 1970 à 106 milliards de tonnes récemment, soit une augmentation de plus de trois fois. Cette augmentation massive est responsable de plus de 60% des émissions contribuant au réchauffement climatique et de 40% des impacts de la pollution atmosphérique sur la santé humaine, sans oublier la dégradation de notre environnement. Entre 2013 et 2021, 78% des hydrocarbures (pétrole, gaz et charbon) ; 45% des produits minières et 67% des produits forestiers ont été extraits ce qui signifie une dégradation plus en plus importante de notre planète.

Source : Docs. « Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon de 2030 », 2008

DOCUMENT4: Contribution à la croissance économique des pays Développés

	1981-1990	1991-2000	2001-2007
Contribution du facteur Travail	0,17	0,51	0,49
Contribution du facteur Capital	0,71	0,77	0,83
Contribution résidu en points	1,51	0,62	0,45
Taux de croissance du PIB en %	2,39	2,0	3,77

Source : Economie mondiale depuis 1980

DOCUMENT5: Les facteurs de production constituent une source de création des richesses

Le type de développement dévastateur socialement et écologiquement qui prévaut dans le monde est celui qui est né en Occident, impulsé par la recherche du profit en vue d'accumuler du capital. En imposant ce développement à la planète entière, le capitalisme produit une déculturation de masse : la concentration des richesses à un pôle fait miroiter l'abondance inaccessible à des milliards d'être situés à l'autre pôle. Ainsi l'existence du facteur humain est l'origine de la croissance économique. C'est le principe de la croissance extensive. Augmenter la quantité de facteurs de production permet d'augmenter les quantités produites et donc la richesse créée. Entre 1985 à 2008, la croissance économique réalisée par le Canada pour assurer son développement s'élevait avec une augmentation du PIB de 2,65% en moyenne par an.

Ainsi selon certaines analyses, lorsque la quantité de travail ou de capital augmente, la croissance économique s'en trouve accélérée aussi. Cette quantité de travail dépend du nombre de travailleurs disponibles et qualifiés dans le pays ainsi que du taux d'emploi et de la durée du travail. Cependant on a pu constater que les pays qui consacrent une part élevée de leur PIB à l'investissement, comme les pays les plus développés, sont ceux qui ont connu sur le long terme un taux de croissance le plus élevé. Ainsi, sur la période 1985-2008 le capital a contribué pour un tiers environ de la croissance aux Etats-Unis. Source: « Perspectives de l'environnement de l'OCDE 2030 »

DOCUMENT6: Le milieu naturel est important pour le décollage économique d'un pays

L'exploitation des ressources naturelles reste une condition de base essentielle pour le développement économique de plusieurs pays. Ainsi, les ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz, les minéraux ou les terres agricoles génèrent des revenus massifs à travers leur exploitation et leur exportation, nécessaires pour le décollage économique d'un pays. C'est le cas notamment des pays pétroliers comme l'Arabie saoudite avec une exploitation 15% du pétrole; Venezuela avec 12%; Norvège avec 16% ; Qatar avec 11%, ce qui est important pour un développement économique et social. Elles attirent également les investissements directs à l'étranger, ce qui stimule l'économie locale. Elles assurent la création d'emploi sur tout dans les secteurs extractifs (agriculture ; mines ; forêts) et d'infrastructures (routes; écoles; hôpitaux) facilitant ainsi le développement de façon globale. Les ressources naturelles offrent un avantage concurrentiel aux pays qui en disposent, leur permettant de se positionner comme acteurs clés sur le marché international. C'est le cas de la Russie pour le gaz naturel ou le Brésil.

Source: perspective de développement par les facteurs, 1990

PROPOSITION N°5

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. ANALYSE DE DOCUMENT: Soit l'évolution du PIB de l'Allemagne entre 2001-2006 (5pts)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
PIB réel	18 500	22 000	25 800	30 104	23 478	29 126
TAG du PIB à prix courant (en %)	10	8	9	-4	15	3
PIB à prix courant	18 400	19 872	21 660	20 200	?	?
Indice du PIB à prix courant (base 100: 2001)	?	?	?	?	?	?
Déflateur du PIB (en%)	?	?	?	?	?	?
Taux d'inflation (en %)	-0,12	+0,0	+1,15	+2,14	+3,17	+4,16
Dette publique (en % du PIB)	5	12	14	16	23	30

Source: Institut National de la statistique

Consigne: A l'aide du document ci-dessus

1. Compléter le tableau ci-dessus et interpréter les chiffres soulignés
2. Quel est l'indicateur qui mesure la richesse d'un pays ?
3. Calculer le TAG et TAAM du PIB à prix courant entre 2001 à 2006
4. Quelle idée se dégage de la première ligne du tableau ?
5. Comment évolue le taux d'inflation du prix des biens et services sur la période ?

II. DISSERTATION: (15pts)

Sujet: Le PIB est sans doute un indicateur important mais il reste imparfait pour mesurer ou quantifier la croissance économique d'un pays

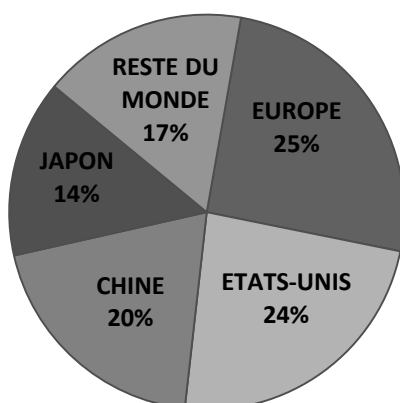
A l'aide des documents et de tes connaissances personnelles, tu expliqueras les bienfaits du PIB pour mesurer la croissance économique et en suite tu montreras d'autre part qu'il n'est pas un indicateur pertinent.

DOCUMENT1:

Le PIB est censé mesurer la valeur de la production de biens et services. Or exemple – nous ne disposons d'aucun outil pour le faire. La production est souvent mesurée, très simplement, en fonction de l'apport. Donc si le gouvernement dépense plus années, la part gouvernementale dans la production du PIB a augmenté de 21,4 % à 38,6 % aux Etats en France, de 34,2 % à 47,6 % au Royaume. Parallèlement, l'amélioration de la qualité (de meilleures voitures au lieu d'une plus grande quantité de voitures) représente nos jours une part très importante de l'augmentation du PIB. Or, l'amélioration de la qualité est difficilement quantifiable. Système de soins de santé en est un bon exemple : la majeure partie est financée de manière publique tandis que la plupart d'avancées sont qualitatives. Comparer différents pays comporte le même lot de problèmes que de faire des comparaisons dans dépensent plus que tout autre pays (par tête mauvaise performance. Un autre changement frappant dans beaucoup de société massivement, le revenu moyen augmente, même si le revenu de la plupart des individus reflue. Donc les statistiques du PIB par tête ne se font pas le reflet exact de la vie des citoyens.

(Source : Joseph Stiglitz, Les fétichistes du PIB, www.project

DOCUMENT2: Taux de croissance du PIB mondial de 2023 en (%) du TAAM



Source: Rapport de FMI

DOCUMENT3:

En effet le PIB reste cependant un indicateur imparfait pour mesurer la croissance économique car: Le PIB ne prend pas en compte un certain nombre d'éléments qui sont indispensables (importants) pour suivre et évaluer le mieux être d'une population, telle qu'une partie importante de l'activité économique qu'on qualifie d'économie souterraine ou de secteur informelle qui échappe à la comptabilité nationale et n'est pas prise en compte dans le calcul du PIB. Cependant le secteur informel occupe une place importante dans l'activité économique de tous les pays. Elle occupe 78,6% de la population active du Mali ; 75% de celle de la Mauritanie, 70% du Burkina, 20% du PNB de Italie. Il mesure mal le niveau de vie et la qualité de vie; Il ne prend pas en compte les effets de la production sur l'environnement beaucoup d'éléments qui sont donc contenus dans le PIB devraient contribuer à réduire la valeur du PIB mais malheureusement ce n'est pas le cas, C'est pourquoi l'augmentation du PIB n'est pas synonyme d'une augmentation du bien-être mais au contraire elle se traduit souvent par sa dégradation. Cela a conduit à une remise en cause de la notion de croissance économique. En voulant répondre à ces questions le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) a été conduit en 1990 à découvrir l'IDH. Quant à l'exemple des risques induits par l'importance démesurée du transport par indicateurs économiques (prix, rentabilité) qui ont renforcé cette tendance et des indicateurs écologiques (pollution, dégrade a l'environnement) et anthropologiques (atteintes à la santé, accidents pour conduire à privilégier d'autres formes de transport. [...]. L'assimilation effectuée entre croissance du PIB et progrès est un produit de l'histoire. Elle dé industrielle qui valorise prioritairement les productions matérielles marchandes, considère les ressources naturelles comme des biens libres disponibles en quantité illimitée et ne s'interroge pas sur leur destruction ou leur renouvellement.

Source : P. Viveret, «De nouveaux indicateurs sont nécessaires pour mesurer la richesse réelle des sociétés»

DOCUMENT4: Evolution du PIB dans les pays développés en % du TAAM

	1945-1950	1950-1955	1955-1960	1960-1965	1965-1970
RFA	2,5	3,4	4,5	5,0	5,1
France	0,2	1,7	3,4	4,2	4,2
Japon	3,4	3,5	4,4	5,6	5,7
USA	2,7	3,7	5,3	6,7	7,0
Total des PIC	2,5	3,6	4,4	6,8	7,7

Source : RF Statistique.

DOCUMENT5: Les performances du PIB comme un indicateur potentiel

Le PIB est par la suite un indicateur de mesure de performance économique de sorte qu'il soit un outil essentiel pour évaluer la croissance économique d'un pays. C'est pourquoi l'augmentation du PIB montre une expansion économique et permet de comparer les performances économiques entre les différents pays ou région. Comme tout indicateur, le PIB repose sur des conventions compter. Il mesure ce qui est produit pendant une période donnée, par du travail rémunéré. Cette convention elle prend acte de la place primordiale, prise dans nos sociétés, par le travail et la monnaie. Elle traduit en outre un double consentement ; en comptabilisant la production marchande à son prix de marché, le PIB exprime le consent payer pour ces biens et services ; en intégrant les dépenses des administrations publiques, sur la base de leur coût de production, il reflète également les choix collectifs d'une société donnée. La valeur qu'il exprime découle donc validation : le marché et le vote du Parlement. Difficile de dépasser une telle convention de richesse dans une société monétaire et dans une société démocratique. En outre, le PIB est un indicateur de richesse nationale car elle reflète la capacité d'un pays à produire des biens et services, ce qui est lié à sa richesse et à son développement économique. Le PIB par habitant permet de mesurer le niveau de richesse moyenne par individu. En plus, un PIB en croissance peut se traduire par des améliorations dans l'emploi, les revenus et l'accès aux services essentiels (sante ; éducation, infrastructure).

Source : Serge, PIB, le compte n'est plus bon

PROPOSITION N°6

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. ANALYSE DU DOCUMENT: Taux de chômage par catégories socioprofessionnelles
(en % de la population active, chômage au sens du BIT) 5pts

	1983	1987	1990	1993	Nombre de personnes concernées (mars 1993)
Cadres et professions intellectuelles supérieures (y compris professions libérales)	23	2.9	2.6	4,9	139 000
Professions intermédiaires	3.8	5.1	4.1	5,8	289 000
Employés	9.3	12.4	11,9	?	989 000
Ouvriers	10.1	14.8	12,2	14,3	981 000
Dont ouvriers non qualifiés	13.9	20.2	18,3	21,5	402 000

Source: INDEE Première, mai 1994

1-Donner la signification des chiffres en gras soulignés

2-Que signifie un chômeur au sens du BIT ?

3-Quel est le pourcentage des employés au chômage en 1993, s'il y'avait 7 115 107,912 Actifs ?

4-Quel(s) rapport(s) peut-on établir entre les taux de chômage des différentes catégories ?

5-Combien y avait-il d'actif dans la CSP des professions intermédiaires en 1993 ?

II. DISSERTATION: (15pts)

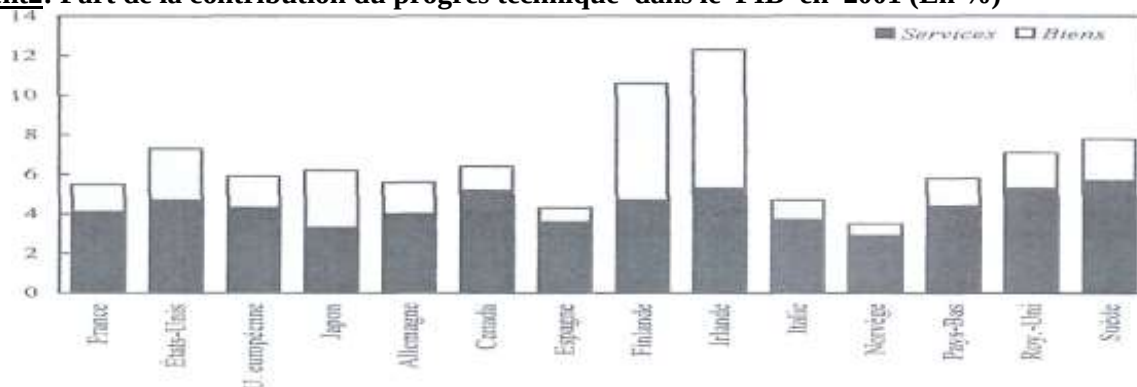
Sujet: L'introduction du progrès technique apporte de nombreux bouleversements dans la société.

A l'aide des documents et de tes connaissances personnelles, tu montreras que le progrès technique stimule la croissance économique et en suite tu préciseras qu'il peut être source de chômage

Document1:

Dès les années 1940, l'économiste autrichien Schumpeter explique les phénomènes cycliques de longues durées de l'économie par l'innovation. Le progrès technique permettant l'amélioration des méthodes de production et l'accroissement de la productivité, est à l'origine d'une phase de croissance. L'analyse de Schumpeter sera vérifiée statistiquement dans les années 1960 par les études de R.Solow. L'économiste américain montre en effet que l'augmentation à long terme de la production d'un pays ne résulte pas uniquement de l'augmentation de la quantité de travail et/ ou de capital mobilisé, mais aussi (et surtout) par l'influence d'un résidu, qu'il apparente au progrès technique. Cette croissance intensive semble vérifiée dans le cas de pays comme l'Allemagne, la Finlande, la France, le Royaume-Uni ou encore la Suède, dans lesquels la productivité globale des facteurs expliquait plus de la moitié de la croissance économique sur la période 1991-2003 (respectivement 85,7%, 92%, 73,7% et 63%. Le progrès technique se distingue des deux autres facteurs de production dans la mesure où il n'est pas soumis aux rendements décroissants. Au contraire, il permet d'obtenir des rendements croissants : l'augmentation de la quantité de facteurs utilisés entraîne une augmentation plus que proportionnelle de la production. Cette caractéristique du progrès technique est d'autant plus importante qu'il est également porteur d'externalités positives et non-excluables et non rival, c'est-à-dire un bien collectif. Le progrès technique permet d'ouvrir de nouveaux marchés et génère des gains de productivité, qui vont se traduire par la baisse des coûts de production unitaires, augmentant les revenus des agents économiques, stimulant la demande globale ce qui est source de croissance économique.

Document2: Part de la contribution du progrès technique dans le PIB en 2001 (En %)



Source : « Productivité et croissance », Patrick ARTUS, Gilbert CETTE, *Rapport du Conseil*

Document3: Le Progrès Technique a indéniablement des effets ambigus sur l'emploi.

Si empiriquement, il semble bien à l'origine des périodes de croissance économique et donc, par extension, de création d'emplois, et s'il induit des transformations structurelles visant à la disparition des emplois physiquement les plus pénibles au profit d'emplois plus qualifiés, il n'en reste pas moins qu'il induit des problèmes d'adéquation entre offre et demande de travail, qui peuvent être à l'origine d'un développement du chômage structurel et de certaines formes d'exclusion. Il n'empêche que, sur le long terme, l'accroissement du niveau de vie d'un pays est étroitement dépendant de l'évolution de la productivité dans ce pays, c'est-à-dire du développement du Progrès Technique dans ce pays. (Ouverture) Dans une économie mondialisée, la recherche de compétitivité peut sembler essentielle. Cette compétitivité passe par des innovations, aussi bien de produits que de procédés. Cependant, ces innovations induisent un préalable : l'existence d'une recherche-développement importante, qui est à l'origine du Progrès Technique. Or, dans ce domaine, l'Europe est en retard sur nos principaux partenaires commerciaux, en particulier les EU. La stratégie de Lisbonne, élaborée par l'UE, vise un montant global de R&D dans l'UE équivalente à 3% du PIB européen. Nous en sommes encore loin. Ce retard de R&D n'est-il pas l'une des causes profondes du chômage persistant en Europe ?

Document4: Dépense intérieure de recherche et développement de la France

	1995	2000	2005	2009
Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) pour le progrès technique	27 302	30 954	36 228	41 758
Exécution par les administrations* (en millions d'euros)	10 653	11 605	13 725	75 332
Exécution par les entreprises (en millions d'euros)	16 649	19 348	22 503	26 226
Part des entreprises dans la DIRD (en %)	61,0	62,5	62,1	63,3
Part de la DIRD dans le PIB (en %)	2,28	2,15	2,11	2,21

Source : Tableaux de l'économie française, INSEE, 2013.

Document5: Le progrès technique augmente la productivité globale des facteurs

Le progrès technique qui est incorporé dans les biens d'équipement innovants permet d'augmenter la productivité globale des facteurs comme cela est indiqué dans le rapport de Patrick Artus et Gilbert Cette . Le PT a pour principale conséquence directe de permettre à l'entreprise qui a investi, d'augmenter sa productivité. Le PT peut permettre de produire autant qu'avant l'investissement mais en employant moins de facteurs ou bien de produire plus qu'avant mais en employant autant de facteurs de production. Dans la première hypothèse, l'augmentation de la production qui se traduit par une offre plus abondante a des répercussions directes sur la production de richesses assurée par les unités productives. Cette production supplémentaire fait gonfler le produit intérieur brut. Les gains de productivité génèrent de la croissance intensive. Le progrès technique permet, de produire plus qu'avant l'investissement en utilisant autant de facteurs de production qu'avant. Ce qui revient à dire que le PT a pour conséquence directe d'augmenter la production grâce à une utilisation plus efficace des facteurs de production existants, et donc de générer, par la même, de la croissance intensive. Le progrès technique permet donc, de relancer l'offre notamment par le biais de l'augmentation de la productivité, mais également de relancer la demande grâce à la répartition des gains de cette productivité. Le progrès technique augmente durablement la production d'un pays en stimulant l'offre, via les gains de productivité qu'il permet. Il joue également sur la demande globale.

PROPOSITION N°7

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de document: Indicateurs démographiques en Chine (1970-2000)

	Indice de Fécondité		Espérance de vie à la naissance		Taux de Natalité (‰)		Taux de Mortalité(‰)		Nombre de Naissances
	1970	2000	1970	2000	1970	2000	1970	2000	1970
Chine	<u>5,7</u>	1,8	61	70	16,1	14,5	<u>13,0</u>	11,1	770 000
Milieu Urbain	3,2	1,2	<u>67</u>	72	15,2	12,6	11,5	9,7	850 000
Milieu Rural	6,3	2,0	59	68	17,0	<u>16,5</u>	14,6	12,4	960 000

1°) Interprète les chiffres en gras soulignés

2°) Calcule le TAAM de la fécondité dans les deux milieux en chine sur la période 1970-2000. Dis à partir des résultats obtenus quel milieu enregistre l'évolution la plus importante de la baisse du niveau de fécondité

3°) Dis en quelle année le renouvellement des générations était assuré en chine

4°) Détermine l'effectif moyen de la population chinoise en 1970 et en déduire le nombre de décès sur la même période

II. Dissertation: 15pts

Sujet: La baisse de la fécondité est-elle un comportement démographique commun aux deux régions ?

Consigne: A l'aide des documents et de tes connaissances personnelles, tu expliqueras l'évolution actuelle de la fécondité dans le monde et en suite, tu montreras si cette baisse est identique aux deux régions

Document1: L'évolution de la fécondité dans le monde

Depuis le début des années 1945 jusqu'à 1970, la fécondité conjoncturelle a nettement progressé dans l'ensemble des PIC, notamment en France : elle est passée de 1,65 à 2 enfant par femme. Cette tendance est perceptible dans la plupart des pays d'Europe, même si les niveaux divergent. Cette remontée résulte d'abord d'un effet dit « Calendrier ». L'indicateur conjoncturel mesure la fécondité pendant une année donnée, toutes générations confondues. Quand les couples décident de reporter les naissances mais de faire autant d'enfants, l'indicateur diminue dans un premier temps, puis remonte avec la hausse de la fécondité aux âges plus élevés.

Document 2 : Evolution récente de la fécondité dans le Tiers-Monde, 1960-65/1980-85

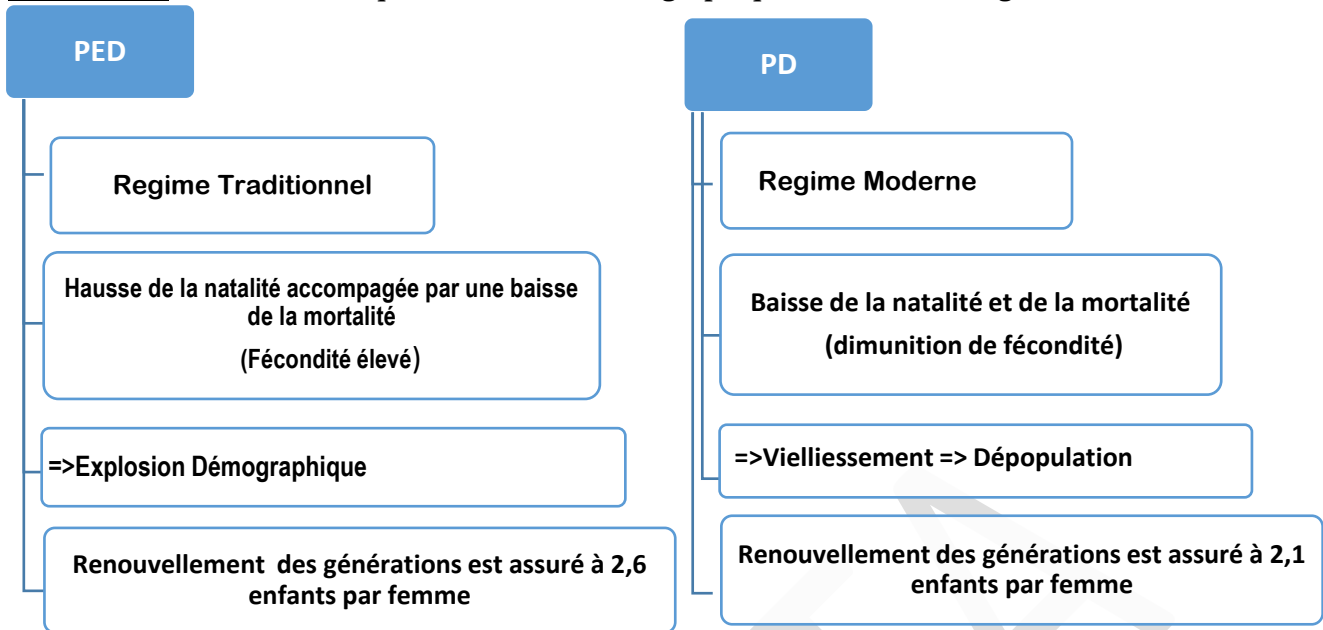
A l'échelle de la planète, l'évolution démographique a connu au cours des dernières décennies une accélération saisissante qu'on en juge. Estimée à environ 1,2 milliards de personnes vers 1850, il a fallu 100 ans à la population mondiale pour doubler ses effectifs : En 1950, l'effectif de la population mondiale était en effet évalué à 2,5 milliards. Des perspectives de population établies par les Nations Unies en 1950 prévoyaient, selon la variante moyenne, un chiffre de 3,5 milliards pour 1980. Or d'après la révision faite en 1982 ce chiffre fut atteint avec plus de 10ans d'avance : Entre 1965 et 1970. Le mouvement s'accélérait, entre 1950 et 1980, la population mondiale a presque doublé à nouveau pour atteindre en 1980, 4,5 milliards. En 1980 et plus encore dans les années à venir, la situation démographique mondiale dépendra de l'évolution de la population du Tiers Monde. D'après la même révision, ces pays qui représentaient en environ 68% de la population mondiale en 1950, en constituaient environ 75% en 1980 et sur les deux milliards d'habitants qui se sont ajoutés entre 1950 et 1980 à la population mondiale, plus de 84% provenaient de ces pays.

Document 3: Evolution des taux de fécondité entre 1970 et 2000 par grandes régions du monde

Régions	1970-1975	1980-1985	1985-1990	1990-1995	1995-2000
	EN %				
Afrique	6,7	6,3	6,0	5,6	5,3
Asie	5,1	3,7	3,4	2,9	2,7
Europe	2,2	1,9	1,8	1,6	1,4
Amérique	5,0	3,8	3,4	3,0	2,7
Dans le Monde	4,5	3,6	3,4	3,0	2,8

Source : United Nations, 2003

Document 4: Les caractéristiques la transition démographique dans les deux régions



Document 5: La baisse de la fécondité dans le monde après une période de hausse

Depuis 1960, la plupart des régions du monde ont vu leur taux de fécondité baisser à un niveau moyen oscillant entre 1,7 à 2,8 enfants par femme. Sauf l'Afrique subsaharienne, qui est actuellement à peine sous les 5 enfants par femme. Pendant longtemps, la partie sud de l'Afrique a vu son taux stagner et il a fallu attendre le début des années 1990 pour voir ce taux enfin évoluer dans le bon sens et tenter de rejoindre la moyenne mondiale, cela se traduit par une augmentation très forte de la population du continent. Ainsi la fécondité a nettement baissé dans l'ensemble des pays du monde. Dans les pays de l'OCDE entre 1960 à 2008, elle se situait en dessous du seuil de remplacement des générations de 2,1 enfants par femme ce qui conduit à une dépopulation dû au vieillissement de la population. Mais si on distingue les périodes avant et après 1995, on observe qu'après avoir baissé jusqu'en 1995, la fécondité a légèrement augmentée dans la majorité des PD. Elle passée en moyenne de 1,69 enfant en 1995 à 1,71 en 2008. Le rebond a été partiellement marqué en Espagne, France, Belgique, Royaume-Uni et Irlande. Malgré cette légère augmentation la fécondité reste considérablement faible dans les PD que dans les PED. Quant aux PED la fécondité augmentait régulièrement de 6,7% entre 1970 à 1975, avec un taux brut de reproduction de 3,2 supérieur au seul de remplacement (2,6) cette population connaîtra tous d'abord une explosion démographique. Mais pendant les siècles derniers, les PED vont bénéficier d'une dotation en connaissance médicale de sorte que la mortalité et la fécondité vont connaître une diminution plus ou moins importante à travers l'utilisation ou la pratique des moyens contraceptifs, l'émancipation des femmes, la diminution de la mortalité et tant d'autre. Ainsi par tout dans le monde on constate une diminution de la fécondité.

PROPOSITION N°8

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de Document:

Taux moyen annuel (%) de croissance des effectifs de la population des plus de 65 ans selon le type de pays et par période de 1950 à 2050

Groupes de pays	1950-1975	1975-2000	2000-2025	2025-2050
Pays les plus pauvres	<u>2,5</u>	3,3	4,4	6,8
Pays intermédiaires	3,0	4,3	4,8	3,8
Pays développés	2,9	<u>1,9</u>	1,7	0,7
le Monde	2,9	3,1	3,6	<u>3,0</u>

Source United Nations, 1999, Hypothèse moyenne

1. Donne la signification des chiffres en gras soulignés
2. Quels sont les types de pays parmi les trois qui connaîtront la croissance la plus forte et celle la plus faible des effectifs de sa population sur la période 1950-2050. Justifiez par des calculs

II. Dissertation:

Sujet: Après la fin du baby-boom, les pays développés assistent de nos jours à un récent changement démographique.

Consigne : Après avoir analysé les facteurs explicatifs de l'évolution du vieillissement démographique, tu précises les multiples implications que cela peut engendrer sur la croissance économique.

Document1:

Viellissement démographique, un obstacle pour les Pays développés

En effet Étant devenu un défi social ; économique et un phénomène fréquent dans les PD à long terme, il pourrait entraîner une diminution de leur population (La remise en cause de la suprématie politique et économique des PD). Selon certaine statistique, les jeunes de Kenya qui sont âgées de 15 ans représentent 51% de leur population alors qu'en Allemagne, les jeunes allemands ne représentent que 15% de leur population ce qui signifie que le renouvellement des générations ne sera plus assuré en Allemagne à cause du vieillissement de la population. Dans les PD, vieillissement démographique conduit l'accélération des nouveaux flux migratoires en provenance des PED car avec l'augmentation de l'espérance vie, la population n'a plus l'âge de travailler, elles auront donc besoins d'aide à l'extérieur mais à long terme ce la peut conduire à une augmentation du taux de chômage dans ces pays. Ainsi la société nouvelle dans la qu'elle existe de nos jours dans les PD tel qu'en France ; aux USA ; en Allemagne est une société dans laquelle le poids du 3^{ème} âge devient plus en plus élevé, ce type de société peut être moins productives et entrain le développement du travail au noir. Par ailleurs, vieillissement nécessite des charges liées à la sante plus en plus importantes dans une société car l'entretien des personnes âgées coûte énormément cher à la société que celui des jeunes d'où un conflit de générations.

Document2: Part des personnes de plus de 65 ans dans la population totale en (%)

Pays	2010	2030	2050
France	20,5	28,2	32,5
Allemagne	8,2	15,9	23,3
Japon	13,0	19,2	21,6
Etats Unis	17,0	24,3	26,9
Total des PD	22,6	30,8	37,8

Document 3:

Selon une note de la commission européenne publiée début d'avril, les pays les plus riches auront du mal à retrouver le rythme de croissance économique qu'ils ont connu avant la crise financière de 2008, du fait du vieillissement démographique et donc de la baisse de la population en âge de travailler. Les auteurs rappellent que le début du XXI^e siècle s'est caractérisé par un ralentissement mondial de la population en âge de travailler (celle qui a entre 15 à 64 ans). Selon les prévisions de l'ONU avec vieillissement le poids des personnes âgées de 65 ans et plus augmente régulièrement dans les PD depuis 1960 avec 9,7% et pourrait représenter en 2025 à 25% de la population mondiale. La plupart des régions les plus développées sont déjà entrées dans une longue phase de vieillissement démographique, tandis que d'autre pays, y compris les régions les plus pauvres, continueront de voir leur population en âge de travailler augmenter pendant de nombreuses décennies. Source : vieillissement démographique, un boulet

Document 4: Indicateur conjoncturel de fécondité dans quelques pays développés

	1980	1990	2000	2010	2015
Allemagne	1,56	1,45	1,38	1,39	1,50
France	1,95	1,78	1,89	2,03	1,96
Italie	1,64	1,33	1,26	1,46	1,35
Etats-Unis	1,84	2,08	2,06	2,01	1,88
Japon	1,75	1,54	1,36	1,37	1,43

Source : Indicateurs de fécondité, 2017

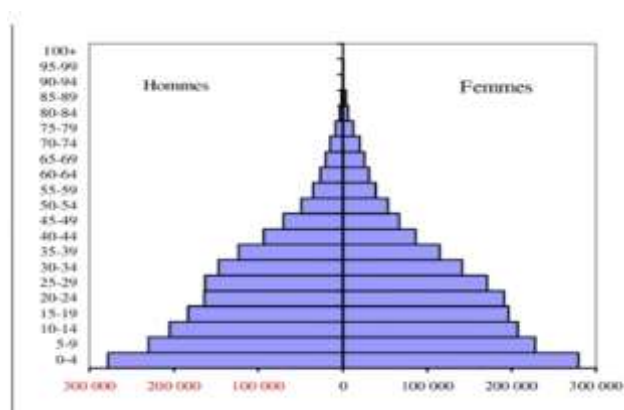
Document 5:

Un autre aspect du vieillissement démographique réside dans le vieillissement progressif de la population âgée elle-même, l'importance relation des personnes très âgées progressant à un rythme plus rapide que n'importe quel autre segment de la population de l'UE. On s'attend ainsi à ce que la part des personnes âgées de 80 ans et plus dans la population de l'UE-28 soit multipliée par deux ou plus entre 2014-2018. Au cours de la période 2014-2080, les personnes âgées constitueront sans doute une part grandissante de la population totale, les personnes de 65 ans et plus représentant 28,7% de la population de l'UE-28 en 2080 contre 18,5% en 2014. A la suite de ces transferts entre groupes d'âge, le taux de dépendance des personnes âgées dans l'UE-28 devrait presque doubler, passant de 28,1% en 2014 à 51,0% en 2080.

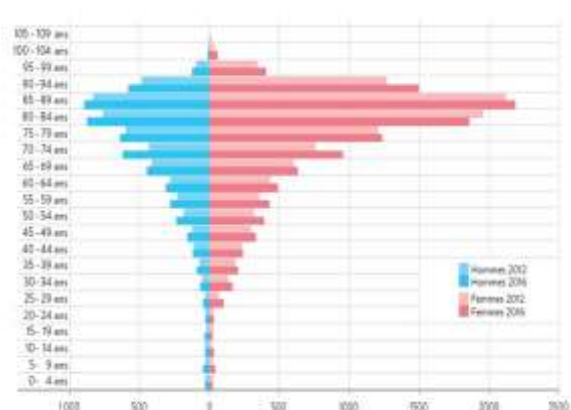
Source : vieillissement démographique. Par Gaëlle Picut. Le Monde

Document 6: Soit l'évolution de la population du Kenya et de Canada par groupe d'âge

Pyramide des âges du Kenya



Pyramide des âges du Canada



Document 7: L'âge et la productivité

Les essais de mesure montrent que la productivité est d'abord croissante puis décroissante avec l'âge. En effet la productivité ou l'aptitude au changement décroissent avec l'âge : une population vieillissante est donc moins productive et moins innovante.

Mais une population trop jeune est aussi moins productive (elle est moins expérimentée), comme le cas de celle aussi qui sont trop âgée. Entre les deux doit exister un optimum : le tout de l'évaluer. Or, le résultat n'est pas forcément, en faveur du rajeunissement (...). Mais toute fois la tension intergénérationnelle s'accroît au rythme du vieillissement, ainsi qu'en fonction de la jeunesse et de la fragilité des structures institutionnelles de solidarité des pays comme la chine. En Asie de l'Est, les retraités devraient augmenter le PIB de 2,1% en 2000 à 7,3 voire 8% en 2050. Pour l'Asie du sud, elles devraient représenter entre 7,7% et 9,2% du PIB contre 3,2% en 2000.

PROPOSITION N°9

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de document: Population âgée de 65 ans et plus entre 1950-2040 en %.

Pays	1950-1959	1960	1961	Projections		
				2000	2020	2040
France	8,4	11,6	13,2	-15,2	19,5	23,1
Allemagne	9,0	10,6	15,1	17,0	21,7	28,0
Italie	5,7	-9,1	13,1	-15,4	19,1	24,9
Japon	3,6	5,7	10,5	-15,1	21,0	22,7
Suède	9,5	11,8	17,5	-16,6	20,8	22,8
Suisse	8,7	11,0	14,7	-16,8	24,4	28,6
Royaume-Uni	9,1	11,7	15,3	-14,5	16,4	20,0
Etats-Unis	7,8	9,2	12,1	12,2	16,2	20,0
Moyenne OCDE	7,7	9,7	12,7	13,9	18,0	22,2

Source : L'avenir de la protection sociale, OCDE, Paris, 1988, p.12

1°) Interprétez les chiffres soulignés

2°) Calculer le TAG de la population de 65 ans et plus en Allemagne entre 1960 à 1961

3°) Calculer le TAAM de la population de 65 ans et plus en Royaume-Unis entre 1950 à 1959

4°) Le quel des pays connaîtra le vieillissement démographique parmi les trois (3) premier entre 2000-2040 ?

Dissertation:

Sujet : Les problèmes démographiques se posent différemment dans les deux régions.

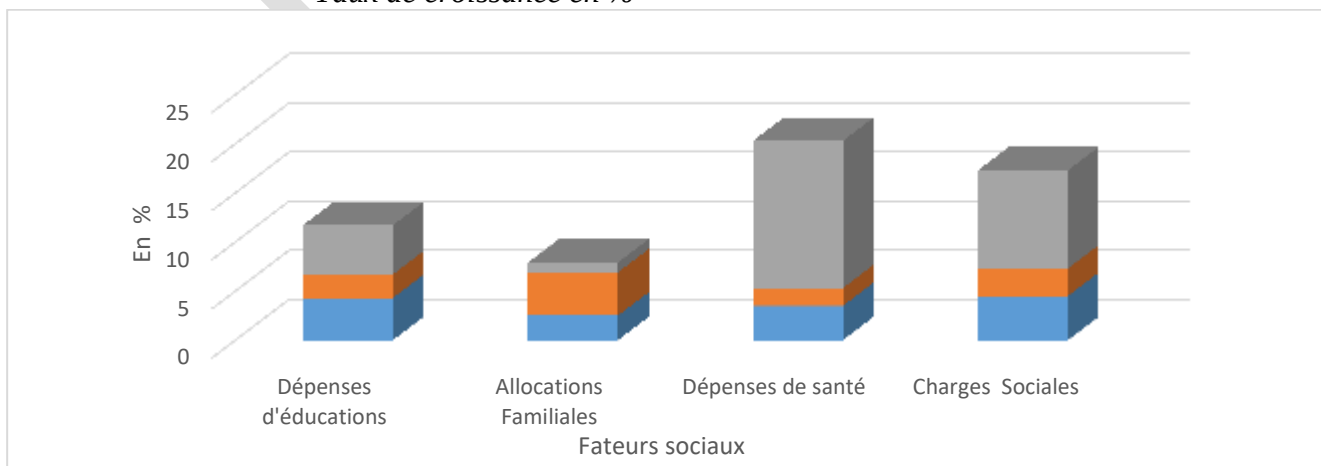
A l'aide des documents ci-joint et nos connaissances justifier cette affirmation et évaluer les retombées socio-économiques de ces problèmes sur l'économie des deux entités respectives.

Document1: Les dépenses d'éducation

Pour l'ensemble des pays en développement, les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont passées de 2,3% du PNB en 1960 à 3,9% en 1974 et de 11,7 à 15,1% du budget de l'Etat, (.....). Partant d'une projection établie pour le Malawi jusqu'en l'an 2015 et se fondant sur l'hypothèse que les dépenses ordinaires (c'est-à-dire essentiellement les traitements des enseignants) se maintiendraient à leur niveau de 1980, c'est-à-dire à 12,50 dollars par élève, on est arrivée à la conclusion qu'avec une fécondité constante d'enfance de l'éducation primaire comblerait à peu près à tous les 15ans même si rien n'était fait pour améliorer le taux de couverture et la qualité dans écoles primaires, par conséquent, si l'économie du Malawi connaissait une croissance d'environ 3% par an, la part du PIB consacrée au budget de l'éducation passerait de 0,7% en 1980 à environ 1% en 1995. Rapport sur le développement dans le monde, 1984

Document 2 : Evolution des dépenses sociales dues aux facteurs

(Démographiques 1980-2040 ; Moyenne de douze pays de L'OCDE)
Taux de croissance en %



1. Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède.

Source : Le vieillissement démographique, OCDE, paris, 1988, P.39

Document 3 : Evolution du nombre moyen d'enfants par femme de 1960-1955 à 1980-1985 par région.

Régions	1950-1955	1965-1970	1980-1985
Afrique du Nord	6.8	6.8	6.0
Afrique intertropicale	6.5	6.5	6.8
Afrique australe	5.7	5.7	5.3
Chine	6.0	6.0	2.3
Autre pays d'Asie orientale	5.0	5.0	2.9
Asie du Sud Est	5.8	5.8	4.1
Asie du Sud	6.7	6.7	4.9
Asie du Sud-Ouest	6.4	6.4	5.5
Amérique centrale	6.3	6.3	4.4
Amérique du Sud tropicale	6.4	6.4	4.1
Amérique du tempérée	3.5	3.5	3.2
Total des pays en développement	6.2	6.2	4.1
Amérique du Nord	3.5	2.5	1.8
Europe Occidentale	2.5	2.5	1.8
Europe Orientale	2.9	2.4	2.2
Union Soviétique	2.8	2.4	2.3
Japon	2.7	1.9	1.7
Océanie	3.8	3.5	2.7
Total pays développés	2.8	2.4	2.0
Ensemble du monde	5.0	4.9	3.5

Jacques Vallin, op. Cité La découverte, 1986, p 84

Document 4 : Vieillesse démographique et coût sociaux.

La forte augmentation de la durée moyenne de vie ne doit pas cacher que ces années supplémentaires sont des années où se multiplient les handicaps et incapacité. Les enquêtes partielles menées aussi bien en France qu'en Suède montrent qu'avec l'âge, la qualité des années restant à vivre diminue. La charge que représentent les personnes confinées au lit ou partiellement dépendantes pour les actes élémentaires de la vie quotidienne risque d'être particulièrement élevée en l'an 2000 (plus de 5% de la population Suédoise et Française). L'ampleur des problèmes sociaux et des problèmes de santé posés par le vieillissement de la population dans les années à venir est encore difficilement imaginable. De plus, avec l'éclatement progressif de la famille nucléaire et l'émergence de la famille monoparentale dans les sociétés occidentales, les personnes âgées de l'an 2000 risquent d'être encore plus isolées et seules qu'aujourd'hui. Par simple effet de la structure par âge. Les dépenses de santé, à qualité de soins constante, sont appelées à progresser. Or, on connaît déjà tous les problèmes que posent les coûts jugés excessifs des dépenses de santé d'aujourd'hui. Dès lors, il est fort probable qu'une partie des versements sociaux s'effectuant aujourd'hui vers la jeunesse seront redistribués vers le troisième âge, ce qui pourrait susciter heurts et conflits entre les deux groupes à la charge des actifs. La sclérose du corps social que certains prévoient semble être une menace exagérée. Le troisième âge bouge, et ce dans la plus part des pays industrialisés. En France, en Suède, ils investissent le secteur associatif, au Etats-Unis il s'organise et revendique (mouvement des « panthères grises »). Les nouveaux retraités et encore plus ceux de demain (ceux du baby-boom). Ont des comportements radicalement différents ceux des générations qui les ont précédés.

Source : C. Mata et O Belbéoch. Op.cit

PROPOSITION N° 10

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de document : Jeunes moins de 26 ans dans les politiques de l'emploi

	1973	1980	1990	2000	2009
Emplois aidés du secteur marchands (avec alternance)	<u>157 000</u>	436 000	516 000	657 000	641 000
Emplois aidés du secteur non marchands			120 000	<u>163 000</u>	56 000
Total des emplois aidés	157 000	436 000	636 000	820 000	697 000
Part des emplois aidés parmi les emplois occupés par les jeunes	3%	10,6	20,3	30%	<u>25,8%</u>

A partir du tableau ci-dessus

1. Fais une phrase ou interprète selon le cas les chiffres en gras soulignés
2. Calcule de deux manières le TAAM des Emplois aidés du secteur marchand sur la période.
Interprète le résultat obtenu
3. Quelle idée se dégage de la dernière ligne du tableau

II. Dissertation: (15Pts)

Sujet: Le seul de renouvellement ou de remplacement a certes un impact sur l'évolution démographique

A partir des documents ci-joints et de tes connaissances tu étudieras son évolution dans le monde et tu détermineras ses différentes conséquences socio-économiques dans les différentes régions.

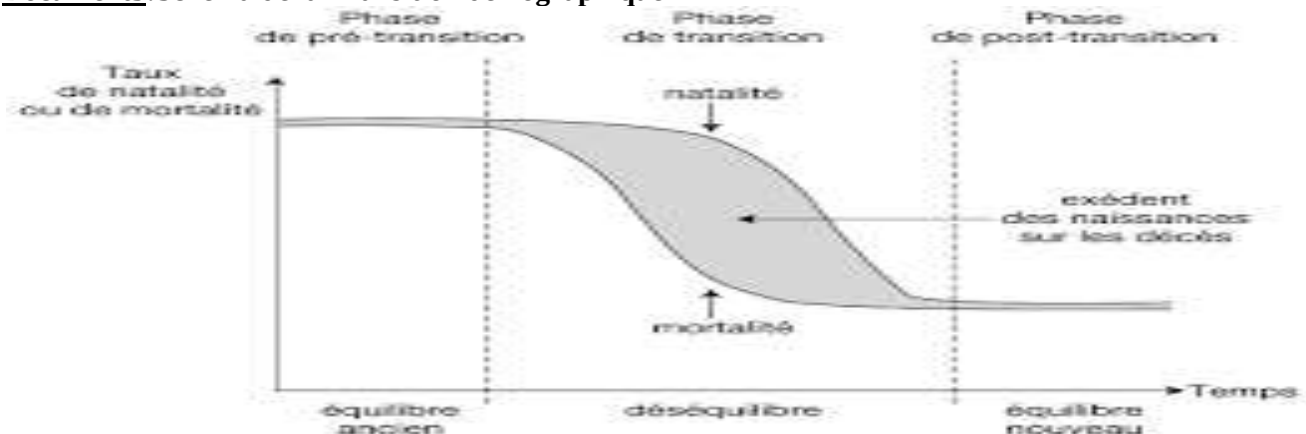
Document1: LES DÉPENSES D'ÉDUCATION

Pour l'ensemble des pays en développement, les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont passées de 2,3% du PNB en 1960 à 3,9% en 1974 et de 11,7% à 15,1% du budget de l'Etat. (...) Partant d'une projection établie pour le Malawi jusqu'en l'an 2015 et se fondant sur l'hypothèse que les dépenses ordinaires (c'est-à-dire essentiellement le traitement des enseignants) se maintiendraient à leur niveau de 1980, c'est-à-dire à 12 dollars par élève, on est arrivé à la conclusion qu'avec une fécondité constante, le budget de l'éducation primaire doublerait à peu près tous les 15 ans même si rien n'était fait pour améliorer le taux de couverture et la qualité des écoles primaires. Par conséquent, si l'économie du Malawi connaissait une croissance d'environ 3% par an, la part du PIB consacrée au budget de l'éducation passerait de 0,7% en 1980 à environ 1% en 1995...Rapport sur le développement dans le monde, 1984 Banque mondiale, pp. 95-97

Document2: LES EFFETS À COURT TERME

Bien sûr, les conséquences de cette baisse de la fécondité sont bénéfiques à court terme. Si les fabricants de dragées n'y trouvent pas leur compte, l'ensemble de la société en tire avantage. L'Etat, d'abord, qui voit diminuer les dépenses de sécurité sociales. En effet, c'est la première année de vie qui entraîne les frais de sécurité sociale (congés de maternité, dépenses de santé des nourrissons) les plus élevés ; de plus, comme ce sont les enfants de rang trois – les plus coûteux en allocations familiales – qui manquent le plus à l'appel, cela entraîne des économies considérables et appréciables. Les ménages y gagnent en satisfaction, puisqu'ils peuvent affecter à des consommations de seconde nécessité les revenus qu'ils auraient consacrés à élever un enfant de plus...L'Etat, les ménages, l'opinion, unis dans une complicité tacite, ont ainsi tendance à considérer cette situation comme heureuse. D'autant plus, d'ailleurs, que la baisse de la fécondité est associé, dans beaucoup d'esprit, à la libération de l'individu et en particulier à l'amélioration de la condition féminine. Source : Gérard Clot, *Les cahiers français*, p. 219

Document3:Schéma de la Transition démographique

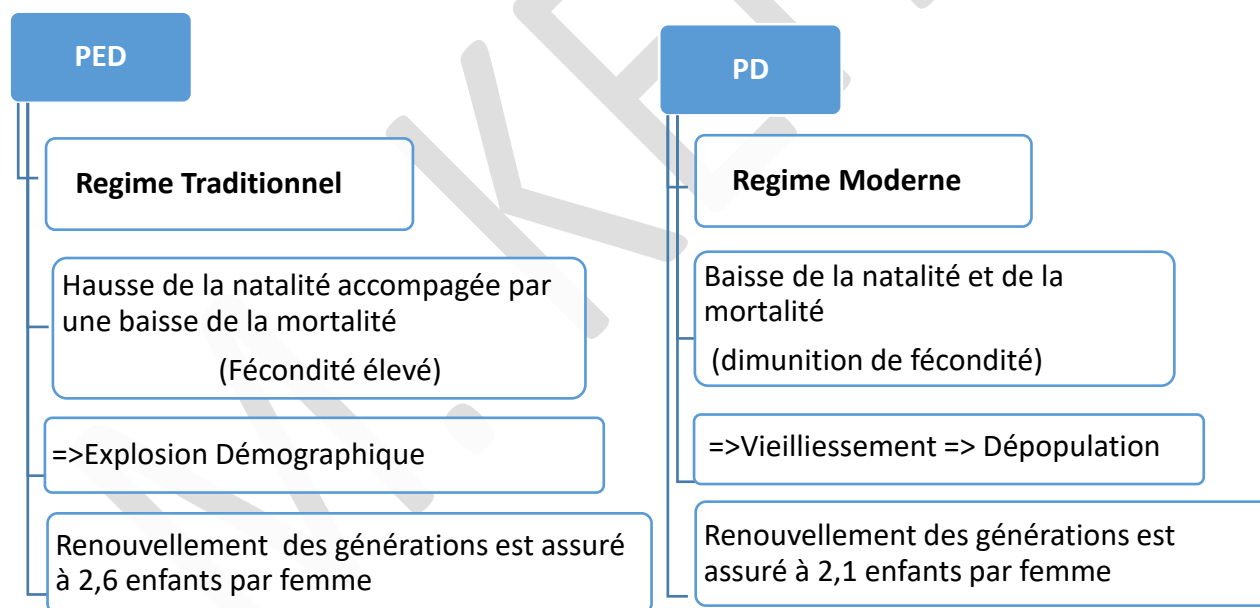


Document4: Évolution de la population Mondiale de 1700 à 1985 et projections 1985-2025

Années	Afrique	Amérique Latine	Amérique du Nord	Asie + Océanie	Europe + URSS	Ensemble du monde
Population (en millions)						
1700	107	10	2	436	125	680
1800	102	19	5	633	195	954
1900	138	75	90	909	422	1 634
1950	219	164	166	1 406	575	2 516
1985	555	405	264	2 843	771	4 837
2000	872	546	297	3 579	827	6 122
2010	1 158	642	317	4 016	857	6 989
2025	1 617	779	345	4 573	892	8 206
Pourcentage						
1700	15,7	1,5	0,3	64,1	18,4	100,0
1800	10,7	2,0	0,5	66,4	20,4	100,0
1900	8,4	4,6	5,5	55,6	25,8	100,0
1950	8,7	6,5	6,6	55,6	22,7	100,0
1985	11,5	8,4	5,5	58,7	15,9	100,0
2000	14,2	8,9	4,9	58,5	13,5	100,0
2010	16,6	9,2	4,5	57,5	12,3	100,0
2025	19,7	9,5	4,2	55,7	10,9	100,0

J.N. Biraben, Population, n°1, 1979, et Nations unies, RAMSES 87/88. Rapport annuel de l'I.F.R.I., Atlas-Economica

Document5 :



Source: Etudes démographiques des pays du Monde P.65

PROPOSITION N° 11

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de document: Evolution de la fécondité dans le monde

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Pays développés	<u>2,1</u>	2,0	2,0	1,9	1,5	1,1
Pays en développement	4,5	4,4	3,5	<u>2,6</u>	2,7	2,8
Monde	6,4	5,7	5,2	4,1	3,1	<u>2,9</u>

Consigne: A l'aide du document ci-dessus

1. Interprétez les chiffres soulignés
2. Dit comment évolue la fécondité dans les deux régions sur la période ?
3. Quel est le seuil de renouvellement et la politique démographique de chacune des deux régions ?
4. Peut-on dire à travers ce tableau que le renouvellement des générations était assuré dans les deux régions en 1990 ?

II. Dissertation: 15 points

Sujet : Les politiques démographiques ont certes un impact sur l'évolution démographique d'un pays.

Après avoir expliqué l'évolution spécifique de ce phénomène démographique dans les deux régions, tu préciseras si elles ont abouti aux résultats escomptés

Document1: de la contrainte à l'incitation

Les politiques de relance démographique mises en œuvre par les pays européens dans l'entre-deux guerres comportaient des mesures contraignantes, même dans les pays libéraux. Ainsi, la loi Française de 1920, qui réprime non seulement l'avortement mais aussi la publicité en matière de contraception. Ces restrictions étaient toujours en vigueur après-guerre, au moment de reprise de la natalité. L'évolution au cours des vingt dernières années est marquée dans tous pays développés par l'extension des facilités d'accès à la contraception, « décriminalisation » de l'avortement et de stérilisation. Désormais, c'est par des mesures incitation que les Etats s'efforcent de modifier les tendances de la fécondité. Les modalités d'intervention comportent des incitations financières (versement de prestation+ familiales modulées selon le nombre d'enfants, le calendrier des naissances, l'âge des enfants, ou déduction fiscales, dont le système français du quotient familial, en matière d'impôts directs, est l'exemple le plus connu) ainsi qu'une variété d'aides en nature ou d'avantages divers, tels l'accueil dans les crèches ou le congé parental, qui permet à l'un des parents de suspendre son activité professionnelle à la suite d'une naissance, sans prévoir de salaire mais sans interrompre son contrat de travail. Source : Politiques démographiques des nations P°32

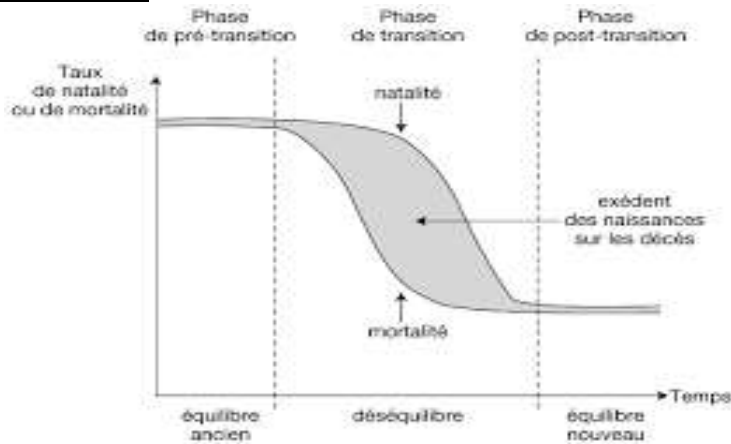
Document2:

Dans les frais, ce que l'on appelle la « transition démographique » est largement entamé dans la plupart des pays Afrique noire et Moyen-Orient exception [...]

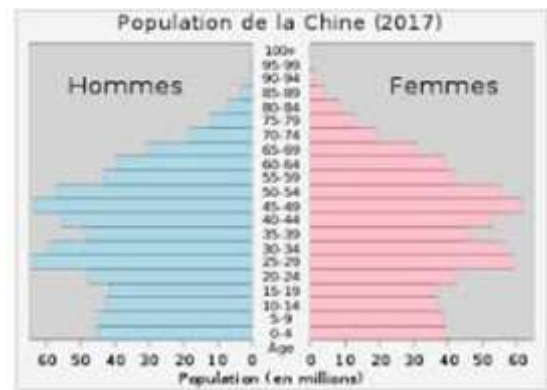
Certes, la croissance démographique ne se ralentit guère en apparence : +60% entre 1965 et 1990 pour l'ensemble de la planète et encore +18% de prévu pour les années quatre-vingt-dix, c'est beaucoup ! Le nombre de couples croît, issus de la vague démographique des années soixante et soixante-dix, mais engendre en moyenne beaucoup moins d'enfants actuellement qu'il y'a vingt-cinq ans. L'indice (ou taux) de fécondité le montre. Ainsi dans les pays du Tiers-Monde, la réduction atteint trois enfants en Chine et en Inde, près de deux dans les pays à « revenu intermédiaire, tranche inférieur » et près d'un dans les pays les plus pauvres (Hors Chine et Inde). Bien attendu, même si cette évolution se confirme et s'amplifie, le Tiers Monde n'est pas pour autant tiré d'affaire : le nombre des jeunes de moins de 20 ans y est 6 à 8 fois plus important (et même 18 fois plus en Afrique noire) que celui des personnes de plus de 60 ans. Autant dire que la réduction de la fécondité est une condition nécessaire, mais certainement pas suffisante, pour améliorer le sort des populations du Tiers Monde.

Source : Alternatives économiques, hors-série, les chiffres de l'économie, édition 1991

Document3: Schémas de la transition



Document4:



Source : pyramide des âges, 2017

Document5: Les variations de politiques démographiques en Inde

La première différence officielle à un programme de planification des naissances date de 1952. L'Inde fait alors figure de pionnier. Postulant l'existence d'une demande latente et escomptant que l'offre des services induirait une demande, les autorités indiennes font porter leurs premiers efforts sur l'ouverture de cliniques et sur la mise de contraceptifs à la disposition des couples. La faible efficacité de cette politique amène un changement de tactique au cours du troisième plan indien (1961-1966) : extension du réseau de centres de planification familiale sur tout le territoire, campagne de sensibilisation... Bien que le choix de la méthode anti nataliste soit, en principe, libre, l'accent est mis sur le dispositif intra-utérin (qui a connu un vif succès dans les petits pays d'Asie) et sur la stérilisation. Le programme DIU² échoue et l'objectif d'un taux de natalité de 25% en 1973 ne peut être réalisé. En 1974, l'objectif est révisé à la hausse (taux de natalité : élévation de l'âge minimum légal au l'exemple le plus connu) ainsi qu'une variété d'aide en nature ou d'avantage divers, tels mariage (de 15 à 18 ans pour les filles et 18 à 21 ans pour les garçons), augmentation de primes en cas de stérilisation (masculine ou féminine)... Certains Etats décident même de pénaliser les parents d'au moins trois enfants (quelque fois deux) si aucune des deux ne s'est fait stériliser. L'installation massive de camps vasectomie-des camps de stérilisation ont lieu à l'occasion de Kermesse : Source : Jacques Veron, Populations et sociétés,

Document 6: Projection de la population Mondiale

	Population (en millions d'habitants)			Population (en %)		
	1950	2000	2050	1950	2000	2050
Monde	2519	6 067	9 322	100	100	100
Pays développés	8144	1191	1181	32,3	19,7	12,7
Pays en développement	1706	4865	8141	67,7	80,3	87,3
Afrique	221	794	2 000	8,8	13,11	21,5
Asie	1 399	3672	5428	55,5	60,6	58,2
Amérique Latine	167	519	806	6,6	8,6	8,6
Europe	548	727	608	21,8	12,0	6,5
Amérique du Nord	172	314	438	6,8	5,2	4,7
Océanie	13	31	47	0,5	0,5	0,5

Source : Etude de la population mondiale et prévisions en 2050

PROPOSITION N° 12

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de document: (5pts)

Pays	Part des personnes âgées de 65 ans et plus		Indice Synthétique de Fécondité (ISF)		Taux de Natalité En (‰)		Taux de Mortalité En (‰)		Taux de Mortalité Infantile En (‰)		Esperance de vie à la naissance	
	1960	1965	1960	1965	1965	1970	1965	1970	1965	1970	1965	1970
Monde	28	47	4,5	2,8	46,8	57,2	<u>34,2</u>	25,9	45,7	26,5	48	75
P. Riches	<u>25</u>	45	2,9	1,2	27,5	24,7	20,5	18,8	27,6	<u>16,8</u>	54	70
P. Emergents	21	39	3,0	<u>1,7</u>	34,6	40,5	24,7	21,7	30,4	20,1	49	65
P. Pauvres	17	25	3,7	3,1	46,2	<u>50,1</u>	28,4	24,0	35,5	27,0	<u>37</u>	58

1. Interpréter les chiffres soulignes
2. Calculer le TAG et TAAM de la fécondité dans les (3) régions sur la période et fait constat
3. Dans quelle des trois régions la part du troisième âge était la plus élevée ? Justifier
4. Quel était l'effectif des personnes âgées en 1960, si la population totale des pays riches se chiffrait à 145 000 000hbt.
5. A partir du tableau, dis quelle idée qui se dégage de la première ligne du tableau et dégager les facteurs explicatifs de ces évolutions démographiques.

II. Dissertation: (15pts)

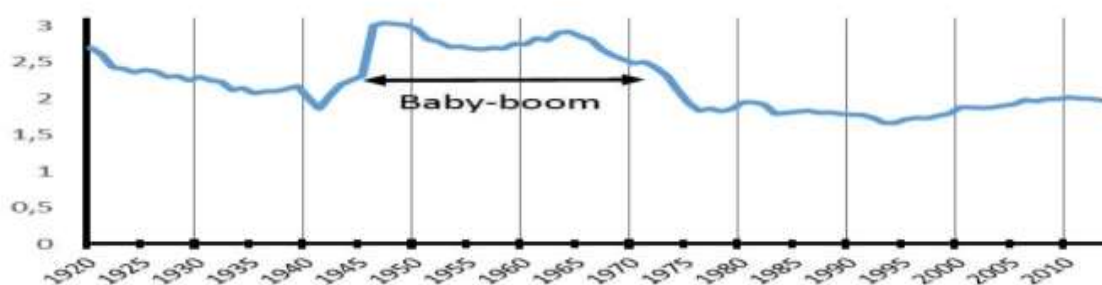
Sujet: le comportement démographique dans les Pays développés depuis la fin de la guerre, atout mais aussi une remise en cause de leur puissance.

Consigne: A l'aide des documents et de tes connaissances personnelles, tu évoqueras l'évolution de la reprise des naissances dans les pays capitalistes développés et en suite tu montreras si celle-ci à même d'infléchir la courbe ascendante du vieillissement.

Document1:

Depuis le début des années 1945 jusqu'à 1970, la fécondité conjoncturelle a nettement progressé dans l'ensemble des PIC, notamment en France : elle est passée de 1,65 à 2 enfant par femme. Cette tendance est perceptible dans la plupart des pays d'Europe, même si les niveaux divergent. Cette remontée résulte d'abord d'un effet dit « Calendrier ». L'indicateur conjoncturel mesure la fécondité pendant une année donnée, toutes générations confondues. Quand les couples décident de reporter les naissances mais de faire autant d'enfants, l'indicateur diminue dans un premier temps, puis remonte avec la hausse de la fécondité aux âges plus élevés. Après avoir chuté au cours des années 1920 et 1930, le nombre des naissances est en croissance aux Etats-Unis pendant la seconde Guerre mondiale. Il connaît ensuite une hausse marquée en 1946, peu après la fin des hostilités. De 2,49 en 1945, le taux de fécondité bondit à 2,94 ce qui se traduit par l'arrivée de 3,4 millions de nouveau-nés dans certains pays développés comptant 141 millions d'habitants. Le taux de fécondité atteinte un sommet en 1957, alors qu'il s'établit à 3,77. Il connaîtra une baisse notable à partir de 1964, identifiée généralement comme l'année où le baby-boom se termine aux Etats-Unis. En tout 76,4 millions d'américains auraient vu le jour entre 1946 et 1964. L'une des conséquences d'une baisse de la fécondité dans les pays développés sera le vieillissement démographique.

Document2: Evolution de la fécondité des pays développés

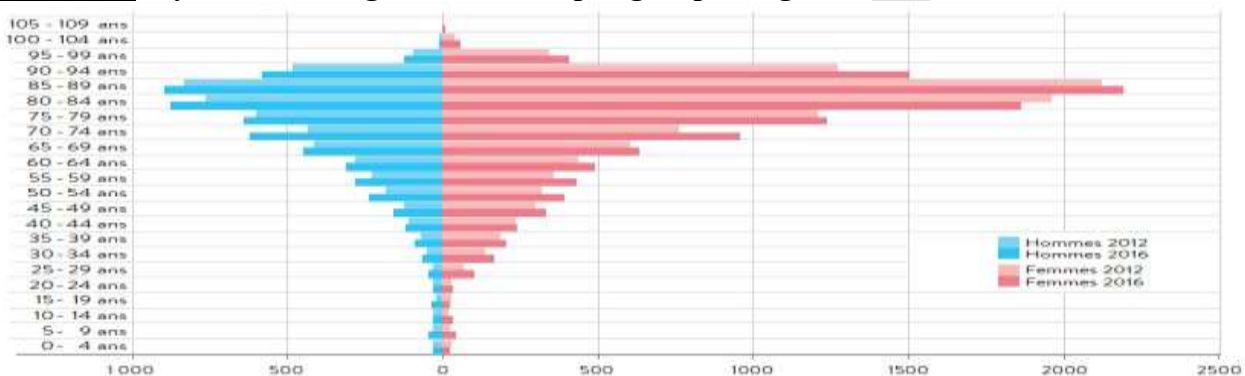


Document3: Le vieillissement est un phénomène récent pour les pays développés

Selon une note de la commission européenne publiée début d'avril, les pays les plus riches auront du mal à retrouver le rythme de croissance économique qu'ils ont connu avant la crise financière de 2008, du fait du vieillissement démographique et donc de la baisse de la population en âge de travailler. Les auteurs rappellent que le début du xxi siècle s'est caractérisé par un ralentissement mondial de la population en âge de travailler (celle qui a entre 15 et 64 ans). Selon les prévisions de l'ONU, elle devrait augmenter de 20% entre 2010 à 2030, alors qu'elle a augmenté de 40% entre 1990 à 2010. L'analyse par région du monde révèle de grandes disparités. La plupart des régions les plus développées sont déjà entrées dans une longue phase de vieillissement démographique, tandis que d'autres pays y compris les régions les plus pauvres, continueront de voir leur population en âge de travailler augmenter pendant de nombreuses décennies. Le poids des personnes âgées de 65 ans et plus augmente régulièrement dans les PD depuis 1960 avec 9,7% et pourrait représenter en 2025 à 25% de la population mondiale.

Source : Le vieillissement démographique, un boulet pour la croissance en Europe.

Document4: Pyramide des âges du Canada par groupe d'âge



Document5:

Au cours des 75 années qui vont de 1950 à 2025, la population de personnes âgées de 65 ans sera passée de 200 millions à 1,2 milliard et de 14 à 25% de la population totale du monde. Durant la même période, le nombre de vieillards (c'est-à-dire à partir de 80 ans) sera passé de 13 à 137 millions. Un autre aspect du vieillissement démographique réside dans le vieillissement progressif de la population âgée elle-même, l'importance relation des personnes très âgées progressant à un rythme plus rapide que n'importe quel autre segment de la population de l'UE. On s'attend ainsi à ce que la part des personnes âgées de 80ans et plus dans la population de l'UE-28 soit multipliée par deux ou plus entre 2014-2018. Au cours de la période 2014-2080, les personnes âgées constitueront sans doute une part grandissante de la population totale, les personnes de 65 ans et plus représentant 28,7% de la population de l'UE-28 en 2080, contre 18,5% en 2014. A la suite de ces transferts entre groupes d'âge, le taux de dépendance des personnes âgées dans l'UE-28 devrait presque doubler, passant de 28,1% en 2014 à 51,0% en 2080. Le taux de total de dépendance liée à l'âge devrait grimper de 51,8% en 2014 à 77,9% en 2080.

Source : vieillissement démographique. Par Gaëlle Picut. Le Monde

Document6: Part des personnes de plus de 65 ans dans la population totale en (%)

	2010	2030	2050
Allemagne	20,5	28,2	32,5
Etats Unis	13,0	19,2	21,6
France	17,0	24,3	26,9
Japon	22,6	30,8	37,8
Russie	12,9	19,4	23,4
Total des PDEM	15,7	23,1	25,0

Source : INED, Nations Unies, op.cit [1]

PROPOSITION N° 13			
CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse du document:

Le chômage en France estimé selon les recommandations du BIT (1974-1996)

Années	Total		Hommes		Femmes	
	Nombre de chômeurs (milliers)	En % de la population active	Nombre de Chômeurs (milliers)	En % de la Population active	Nombre de chômeurs (milliers)	En % de la population active
1974	673	3,0	250	1,8	423	5,1
1980	1525	6,5	628	4,4	897	9,6
1985	2581	10,7	1239	8,8	1342	<u>13,2</u>
1990	2307	9,3	1014	7,2	1293	12,1
1996	<u>3160</u>	12,3	1508	<u>10,7</u>	1652	14,4

Source : D'après les statistiques de la population active

1. Qu'est-ce qu'un « chômeur » au sens de BIT ?
2. Donnez la signification de données soulignées.
3. Calculez le taux de croissance global ainsi que le taux de croissance annuel moyen du nombre de chômeurs de 1974-1996.
4. Que peut-on dire du taux de chômage féminin par rapport à celui des Hommes ?

II. Dissertation:

Sujet: Le marché du travail est toujours en équilibre ou retourne automatiquement équilibre

Consigne: Après avoir expliqué l'équilibre du marché de travail, vous préciserez que cette condition peut ne pas être vérifiée à travers des documents ci-joints et de vos connaissances personnelles vous répondrez cette question.

Document1: Le marché travail est toujours en équilibre

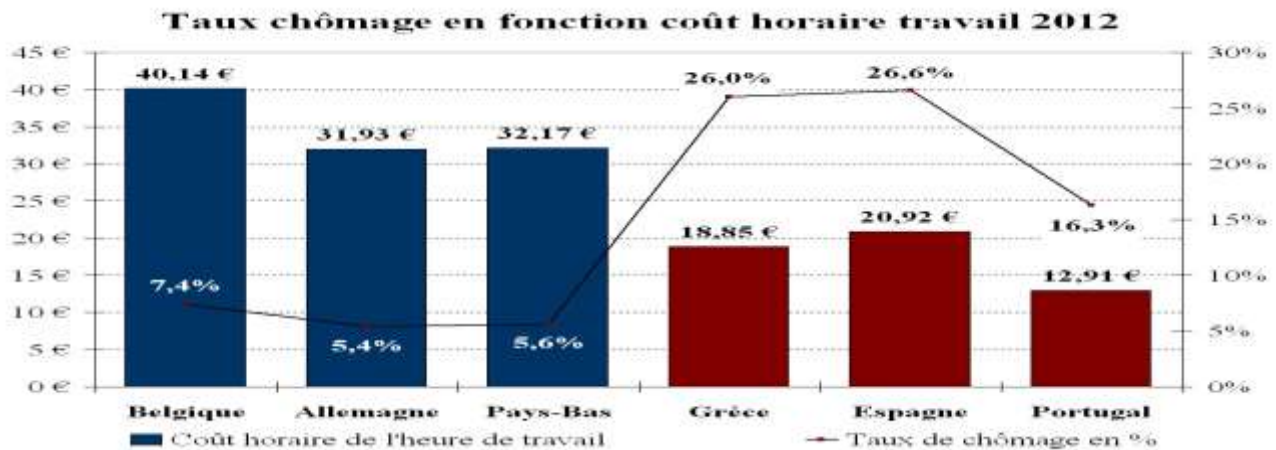
Comme le disent les libéraux, le marché de travail est un marché comme les autres et la force de travail est aussi une marchandise comme les autres. L'offre et la demande de travail dépendent du seul niveau des salaires. En période de chômage les demandes d'emploi sont supérieures aux offres d'emploi ce qui fait baisser les salaires, ce qui signifie plus de profit pour les entrepreneurs qui vont embaucher davantage. Selon leur vision le marché de travail est toujours en équilibre ou retourne automatiquement à l'équilibre car dès qu'il y a chômage il doit y avoir une baisse des salaires et cette diminution du cout salarial (salaire + charges sociales) permettra à l'entreprise de courir moins de risque, d'être compétitive et serai incité à embaucher des nouveaux salariés. Les seules formes de chômage envisageable pour les libéraux sont le Chômage transitoire (chômage passager, momentané donc temporaire) et Chômage volontaire (est le résultat d'un refus des travailleurs d'aller travailler parce que le niveau des salaires fixés par le marché est considéré comme trop faible) Ainsi si le chômage persiste (c'est dû aux facteurs qui empêchent 'ajustement pression syndicale, les éléments constitutionnels du cout salarial (salaire minimum ; cotisations sociale.

Source , Commission Européenne, calculs problème économique, 1965

Document 2: Evolution du taux de chômage des pays L'OCDE (% de la population active)

	1945	1975	1982	1985	1988
Allemagne	0,7	0,7	3,2	3,6	5,8
Etats-Unis	3,6	3,8	4,1	5,0	4,6
France	4,1	4,1	5,5	5,7	6,1
Japon	-0,5	-0,6	-2,1	3,0	3,0
Royaume-Uni	1,9	1,8	2,0	1,7	3,3
Italie	1,5	2,1	2,5	4,1	4,3
Canada	-2,0	0,6	0,1	1,1	1,1
Espagne	1,5	1,7	2,6	3,0	3,4
OCDE	0,1	2,1	3,0	3,0	4,3

Document3 :



Document4:

La flexibilité des salaires ne permet pas d'assurer l'équilibre de plein emploi sur le marché du travail. Ainsi selon les Keynésiens une baisse des salaires des entreprises ne signifie pas plus de profit mais une baisse de la demande future. Les entreprises sont pessimistes car elles prévoient une baisse des ventes, elles vont donc diminuer les embauches, mais une baisse des salaires va donc aggraver le chômage. Dans ce cas l'économie peut très bien se trouver en situation de sous-emploi lorsque l'offre de Biens est supérieure à la demande car à court terme les prix et les salaires sont rigides et le retour à l'équilibre économique ne sera pas assuré [...]

Dans l'analyse keynésienne, le déterminant fondamental du niveau de l'emploi n'est pas le coût du travail (salaire et charges sociales patronale) mais plutôt la demande effective c'est-à-dire la demande des biens et services adressée aux entreprises. Cette analyse suppose que l'or que les entreprises reçoivent des commandes, pour les satisfaire elles embauchent des travailleurs pour produire la quantité des biens et services nécessaires pour cela quel que soit le niveau des salaires.

Source CDE, Commission Européenne, calculs problème économique, 1965

PROPOSITION N° 14			
CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de document :

	DIRD1 (en % du PIB)		PIB ² (en Volume)	Productivité par personne occupée ²
	1981	2002	1983-2003	1982-2003
France	1,93	<u>2,26</u>	2,40	1,47
Etats-Unis	2,34	2,67	<u>3,20</u>	1,65
Japon	2,11	3,12	2,64	<u>1,93</u>

(1).DIRD : dépense intérieure de recherche et de développement. Cet Agrégat mesure l'effort de recherche d'un pays et regroupe l'ensemble des dépenses des secteurs institutionnels (administrations publiques et entreprise) sur territoire national. (2). Taux de croissance annuel moyen

1°Interprétez les données en gras soulignées

2°Calculer le taux de variation de la productivité du Japon et résumez le document

II. Dissertation:

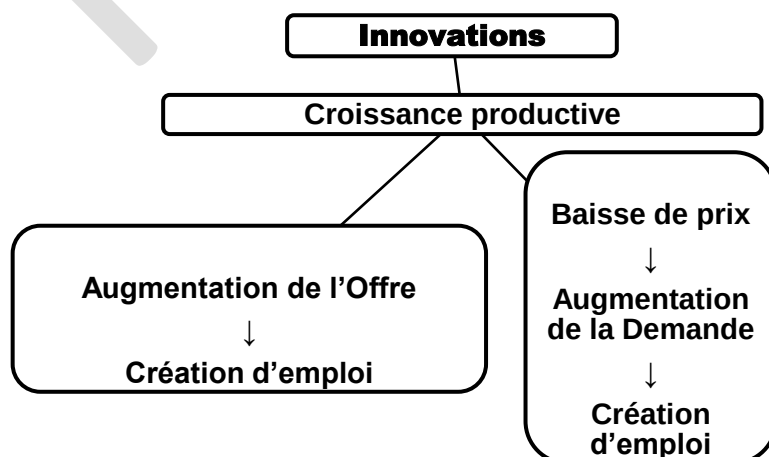
Sujet: L'introduction du progrès technique, avec les gains de productivité qui en résultent, apporte de nombreux bouleversements dans la société.

Consigne: Apres avoir montré que le progrès technique stimule l'emploi, vous présenterez les limites de cette relation à travers les documents ci-joints et de vos connaissances personnelles.

Document1:

De nombreuses contributions considèrent que le progrès technique influence l'emploi par deux canaux. Le premier est favorable à l'emploi en créant des opportunités de profits, l'accélération du progrès technique favorise la création d'emplois nouveaux. Le second effet joue en sens opposé. En accélérant obsolescence des techniques et des produits, le progrès technique accroît le taux de destruction des emplois anciens et donc le chômage [...]. Cette approche, très riche, présent l'intérêt de prendre en compte l'hétérogénéité des emplois, puis qu'elle appréhende le progrès technique comme un processus de création d'emplois nouveaux et de destruction d'emplois anciens. Les travaux qui s'inscrivent dans ce cadre supposent en général une capacité d'adaptation parfaite de la main d'œuvre [...]. Or, les travailleurs n'ont pas tous les mêmes atouts face aux transformations induites par le progrès technique. Certains sont dotés de qualifications leur permettant de s'adapter, d'autre, moins chanceux, peuvent posséder des qualifications qui deviennent totalement obsolètes. Une telle obsolescence est une source potentielle d'exclusion de l'emploi. *Source CDE, Commission Européenne, calculs problème économique, 1965*

Document2: les effets des innovations de procédé



Document 3: effets du Progrès techniques sur l'emploi (créateur et destructeur)

Le Progrès Technique détruit directement des emplois dans le secteur dans lequel il est introduit, mais en crée indirectement d'autres dans d'autres secteurs, le solde étant globalement positif. Mécanisme : le Progrès technique permet des gains de productivité, qui peuvent se traduire par des hausses de salaires, une baisse des prix, une hausse des investissements et des dividendes et / ou une hausse des prélèvements obligatoires. Les gains de productivité permettent donc un accroissement de la demande, qui va se porter en grande partie vers d'autres secteurs, où la production et l'emploi vont donc augmenter. Il est clair que la technologie détruit des emplois dans certaines entreprises, mais elle en crée tout autant ailleurs. Le mécanisme qui assure la constance ou l'expansion de l'emploi est connu comme l'« effet de déversement » (Sauvy). Supposons qu'une entreprise augmente sa productivité grâce à une innovation de procédé. Le gain total engendré par l'innovation se répartit entre trois catégories d'agents. Les consommateurs bénéficient d'une réduction de prix, qui augmente leur revenu réel, et ils augmentent donc leur demande adressée à l'entreprise innovante elle-même ou à d'autres entreprises. Les travailleurs peuvent recevoir une augmentation de salaire du fait de la meilleure santé de l'entreprise, salaire qu'ils dépenseront en biens et services achetés à d'autres firmes (qui créeront donc de l'emploi). Enfin, les actionnaires bénéficieront de l'augmentation des profits et accroîtront comme les salariés leur demande adressée aux autres entreprises. Ainsi, et c'est là le point important, le surcroît de productivité engendre un revenu, et donc un surcroît de demande, qui lui est équivalent. Les salariés éventuellement licenciés par l'entreprise innovante trouveront un emploi dans les firmes auxquelles s'adresse la nouvelle demande, engendrée par l'augmentation des salaires et des profits dans la firme innovante et la réduction de prix dont ont bénéficié les consommateurs.

Document 4: Contribution du progrès technique à la création d'emploi

	Progrès technique			Emploi		
	1965-1970	1970-1975	1975-1980	1965-1970	1970-1975	1975-1980
Canada	10,2	12,3	14,5	14,2	13,1	12,5
Italie	7,1	9,4	10,0	12,1	10,0	5,8
Suisse	9,6	9,8	12,4	13,7	12,4	11,1
Espagne	13,4	13,4	12,7	12,0	12,0	13,1
France	6,1	8,4	9,0	12,1	10,0	5,8
Japon	13,4	13,4	12,7	13,0	13,5	14,1
Allemagne	10,1	12,4	14,1	14,2	13,1	10,5
Total des PD	11,5	14,4	15,7	14,5	13,0	12,4

Document 5: Le Progrès Technique a indéniablement des effets ambigus sur l'emploi. Si, empiriquement, il semble bien à l'origine des périodes de croissance économique et donc, par extension, de création d'emplois, et s'il induit des transformations structurelles visant à la disparition des emplois physiquement les plus pénibles au profit d'emplois plus qualifiés, il n'en reste pas moins qu'il induit des problèmes d'adéquation entre offre et demande de travail, qui peuvent être à l'origine d'un développement du chômage structurel et de certaines formes d'exclusion. Il n'empêche que, sur le long terme, l'accroissement du niveau de vie d'un pays est étroitement dépendant de l'évolution de la productivité dans ce pays, c'est-à-dire du développement du Progrès Technique dans ce pays. (Ouverture) Dans une économie mondialisée, la recherche de compétitivité peut sembler essentielle. Cette compétitivité passe par des innovations, aussi bien de produits que de procédés. Cependant, ces innovations induisent un préalable : l'existence d'une recherche-développement importante, qui est à l'origine du Progrès Technique. Or, dans ce domaine, l'Europe est en retard sur nos principaux partenaires commerciaux, en particulier les EU. La stratégie de Lisbonne, élaborée par l'UE, vise un montant global de R&D dans l'UE équivalente à 3% du PIB européen. Nous en sommes encore loin. Ce retard de R&D n'est-il pas l'une des causes profondes du chômage persistant en Europe

PROPOSITION N° 15

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. ANALYSE DU DOCUMENT: (5pts)

Chômeurs par Sexe (en France)				
	Janv. 1990	Mars 1991	Mars 1992	Mars 1993
Circonstances de la recherche				
▪ <u>Hommes (Total 100%)</u>				
Fin d'emploi précaire	<u>34,1</u>	33,7	35,1	32,3
Fin de service national	4,8	4,9	4,2	5,5
Licenciement	38,2	37,8	38,2	40,4
Démission	7,0	7,0	<u>5,9</u>	5,0
Fin d'étude	5,2	4,4	4,7	5,3
Avait cessé toute activité ou n'avait jamais travaillé	4,7	4,9	4,7	3,3
Autres circonstances	6,0	7,2	7,2	8,2
▪ <u>Femmes (Total 100%)</u>				
Fin d'emploi précaire	32,2	31,1	32,7	32,5
Licenciement	27,2	28,3	29,8	<u>29,6</u>
Démission	10,3	11,5	10,8	10,6
Fin d'études	7,4	7,5	6,8	7,8
Avait cessé toute activité ou n'avait jamais travaillé	17,2	16,4	14,9	14,1
Autres circonstances	5,7	5,1	5,0	5,4

Source : Recommandation BIT, 1982

- 1) Que signifient les chiffres en gras soulignés
- 2) Quelle idée se dégage de la ligne, fin de service national chez les hommes ?
- 3) Quelle est la principale circonstance de la recherche chez les hommes ? Et chez femmes ?
- 4) Sur la période quelles circonstance de la recherche connaissent une évolution positive ?

II. Dissertation:

Sujet: A partir des années 1970, les entreprises capitalistes ont eu recours à diverses stratégies de redressement

Après avoir évoqué la nécessité de l'application de la flexibilité du travail, tu montreras si de nos jours elle se poursuit dans les pays capitalistes développés

Document1:

Le marché du travail [...] est devenu d'une flexibilité titres forte, en particulier grâce au recours massif à l'intérim. En France, en 2000, année record du point de vue des créations nettes d'emplois, (+580 000 !), un cinquième de cette progression, soit 120 000 emplois, provient de la hausse de l'intérim, utilise massivement dans l'industrie. Or, en 2001, ce sont près de 100 000 postes d'intérimaires qui ont disparu. C'est principalement ainsi que s'est ajuste d'emploi. Certes les plans sociaux (Moulinex, Danone, Air, Liberté ...) ont joué un rôle, mais mineur : pour l'ensemble des demandeurs d'emploi, la proportion de ceux qui étaient victimes d'un licenciement n'a pas augmenté d'une année sur l'autre, tandis que progressait la part de ceux qui terminaient une mission ou un contrat durée détermine. Ces postes de travail, vite créée, vite supprimés, ont le mérite, aux yeux des entreprises, d'assurer quasiment sans délai l'ajustement des effectifs aux fluctuation du marché[...] Mais, en outre le cout social élevé, l'accroissement de la précarité notamment la généralisation de cette forme de flexibilité a pour effet de rendre l'économie française beaucoup plus cyclique. Réduire voire supprimer le nombre d'intérimaires revient à diminuer les couts de l'entreprise, mais aussi les revenus des salariées concerne et a augmenter immédiatement le nombre de demandeurs d'emploi.

Source : Denis Clerc, << reprise attendue dans la zone euro >>, Alternatives économiques, hors-série n 52, 2eme trimestre 2002

Document 2:

Selon certaines analyses, l'important taux de chômage constaté dans les pays développés est imputable à l'existence de rigidités qui empêchent le marché du travail de fonctionner correctement. Ces rigidités sont salariales (salaires trop élevés, salaires minimum, cotisations sociales), réglementaire (poids de l'Etat, des syndicats). Pour revenir à l'équilibre, il faut donc rendre au système productif une certaine flexibilité afin qu'il s'adapte à moindre coût aux fluctuations de l'activité économique

Ainsi on distingue cinq types de flexibilités

D'abord la flexibilité Quantitative, elle consiste pour l'entreprise à faire varier le volume (quantité) de travail en fonction de la demande.

En suite la flexibilité Interne permet à faire varier la durée du travail (Temps partiel, heures supplémentaires) et la flexibilité Externe qui consiste à faire varier les effectifs. Exe : CDD, intérim,

En fin la flexibilité qualitative, elle répond aux variations de la composition de la demande, par ailleurs nous avons également la flexibilité Salariale qui consiste à réduire ou à augmenter les coûts salariaux en fonction de l'activité économique

Document 3:

	Proportion de salariés travaillant à temps partiel en 2005 (en % de l'emploi total)		Proportion de salariés travaillant ayant un contrat à durée déterminée en 2005	Taux de Chômage En %	Taux de chômage Des moins de 25 Ans en 2005 (%)
	Hommes	Femmes			
Danemark	12,4	6,7	15,8	10,5	5,8
Pays-Bas	14,5	9,5	16,9	13,8	7,7
Royaume-Uni	15,4	10,7	14,5	14,6	9,8
Suède	17,6	12,0	16,7	15,0	10,4
Allemagne	18,7	14,1	15,9	19,5	11,5
France	19,4	16,0	17,9	34,1	21,6
Irlande	17,2	12,9	16,9	22,0	11,7
Espagne	15,8	11,5	18,4	24,6	10,5
UE 25	19,7	18,5	19,0	45,5	12,5

Source : BIT

Document 4:

La France a connu une forte précarisation de l'emploi au cours des années 1990. Le plus fort recours aux contrats temporaires, conjugué à l'annulation du temps de travail suite aux accords des 35 Heures (qui ont 65% des salariés dans les entreprises de plus de 10 salariés) a rendu le marché du travail plus flexible : les entreprises peuvent s'ajuster plus rapidement à la conjoncture. Le développement des emplois temporaires, rendu possible par l'assouplissement de l'encadrement juridique des contrats de travail, a conduit à un marché de travail dual avec des salariés protégés et d'autres enchaînant le chômage et emplois précaires. Mais les contraintes institutionnelles qui empêchent le renouvellement de C.D.D* Au-delà d'une durée globale de 18 mois ont limité cette dérive. Et le C.D.D fonctionne pour certains comme un sas vers l'emploi stable : un tiers des salariés en C.D.D en mars 2001 ont trouvé un C.D.I** Un an plus tard, alors que parmi les chômeurs, seulement 13% ont trouvé un emploi stable.

*C.D.D : Contrat à Durée Déterminée ; **C.D.I : Contrat à Durée Indéterminée

Source : M. Lemoine, << Emploi et chômage >>, L'économie française 2007, OFCE, La découverte.

PROPOSITION N° 16

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de document: Indicateurs conjuncturels de l'économie française

Régions	1973-1991			Taux de chômage en (%)			
	Taux d'accroissement annuel Moyen (%)						
	PIB en volume	Productivité du travail	Emploi	1973	1983	1991	1993
France	2,4	2,1	0,3	26	8,3	9,4	<u>10,2</u>
Allemagne	2,4	<u>2,1</u>	0,3	0,8	7,7	4,2	6,1
Etats-Unis	2,4	0,5	<u>1,8</u>	4,8	9,5	6,6	6,7
Japon	4	3	1	1,3	26	2,4	2,5

Source : Perspectives économiques de L'OCDE 1995

1- Que signifient les chiffres soulignés ?

2- Calculez le taux d'accroissement global de l'emploi des Etats-Unis sur la période

3- Calculez le T.A.A.M de la productivité du travail au Japon sur la période

4- Calculer l'effectif total de la population active français en 1993 sachant que la France comptait 612.000 chômeurs à cette date.

5- Calculez le P.I.B en volume des Etats-Unis en 1973 sachant qu'il s'élevait à 5.000.000 de tonnes en 1991.

II. Dissertation :

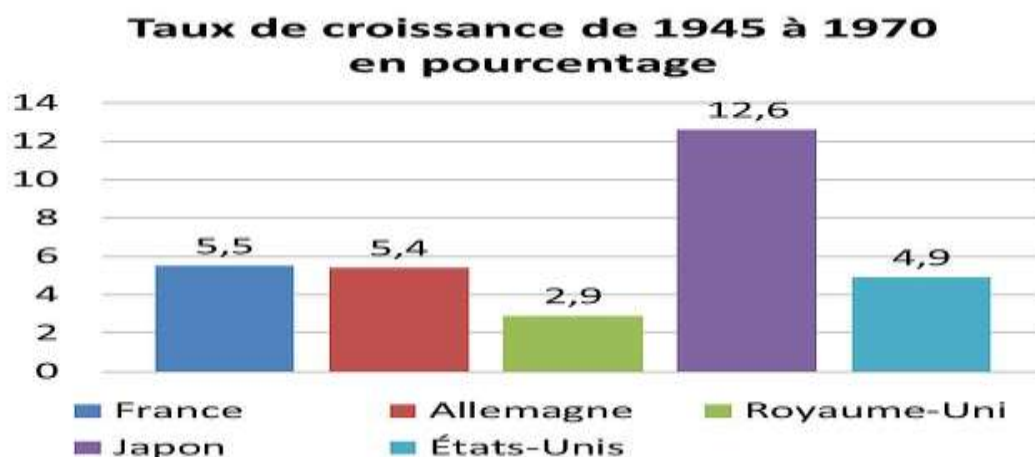
Sujet : La période de prospérité exception qualifiée de 30 glorieuses dans les PIC depuis la fin de la seconde guerre mondiale a eu un impact considérable sur la croissance économique.

Consigne : Après avoir expliqué les caractéristiques de ce phénomène, tu analyseras d'autre part ses conséquences socio-économiques.

Document 1: Les facteurs explicatifs de la croissance après le second conflit mondial

Ainsi les 30 glorieuses débutent après la fin de la seconde Guerre mondiale en 1945 par reconstruction économique des pays dévastés par la guerre (construction des infrastructures). Ce développement se construit selon le modèle Taylor et Ford qui avait fait ses preuves aux Etats-Unis dès le début du XXème siècle. A la fin du XIXème siècle, Taylor propose une organisation scientifique du travail qui permettra de concilier de meilleures condition de travail et une augmentation de la productivité garce à la division verticale et horizontale du travail. Ainsi la standardisation des produits et l'innovation apportées par Henri Ford, font bénéficier les entreprises d'économies d'échelles importantes. Ces gains de productivité seront répartis entre les salariés (Hausse des salaires ; donc du pouvoir d'achat des ouvriers par conséquent les salariés voient donc leur pouvoir d'achat augmenter sensiblement. Ainsi dans tous les pays tels que : en France ; En USA ; En RFA ; Au Japon etc, cette période va coïncider avec une reprise subite et prolongé de la natalité et de la fécondité qui est qualifié de baby-boom, cela permettra de fournir une main d'œuvre abondante, qualifier et à bon marché pendant les années 1970 à 1980

Document 2 : Croissance économique dans les pays de L'OCED entre 1945-1970



Source : D'après IFRI, RASES 1970

Document 3: Les effets de la période de prospérités ont été bénéfiques

Après un début difficile, les vingt-huit ans qui séparent la fin de la seconde Guerre mondiale, en 1945 jusqu'au premier choc pétrolier 1973 se caractérisent par un retour vers une économie de plein emploi, bénéficiant d'une augmentation du niveau de vie et des salaires dans la majorité des pays Développés ; une croissance forte de la production industrielle avec un TAAM de 5% dû à un essor massif de la mécanisation ; un développement massif des exportations ; une inflation assez peu maîtrisée, accompagnée de dévaluation successive. Par ailleurs avec la reconstruction, les équipements modernes vont être en grande partie à l'origine du renouveau des 30 glorieuses. Elle se traduit également par des mutations socioprofessionnelles dues en grande partie à l'urbanisation et à l'évolution démographique, certaines catégories déclinent, tandis que d'autres augmentent ou apparaissent. Ainsi cette période fut bénéfique pour l'ensemble des pays développés occidentaux. Ce rythme de croissance élevé est dû vraisemblablement à un accroissement démographique important (baby-boom) dans certains pays Européens et nord-américains

Source : S. Berstein, P. Milza, *Histoire du XX siècle. La croissance et la crise de 1953 à nos jours*

Document 4: Evolution de la société Française pendant les « Trente glorieuses

	1945	1975
Population Totale (en millions)	40,5	52,6
Taux de natalité (en ‰)	20,9	14,1
Taux de mortalité infantile (en ‰)	54,4	13,8
Espérance de vie moyenne des Hommes (en année)	59,9	69
Espérance de vie moyenne des femmes (en année)	55,2	76,9
Population rurale en %	46,8	31,5
Population Urbaine en %	53,2	68,5
Nombre de logement (en millions)	12	21

Source : INSEE, France

Document 5: Les Trente Glorieuses

« De 1945 à 1973 » l'économie mondiale a connu une période de croissance sans précédent historique, dans laquelle les pays industrialisés ont pris une part essentielle [...] Ainsi, durant trois décennies, la croissance économique réalisée après la seconde guerre mondiale a entraîné une évolution et un changement de la société et du mode de vie accompagnés par un niveau de développement assez élevé. Les sociétés développées se sont accoutumées à disposer chaque année d'une quantité de biens et de services supérieure à celle de l'année précédente. Elles sont entrées avec délectation dans le temps de l'abondance puis qu'en 30 ans (de 1950 à 1980) les pays capitalistes industrialisés ont offert à leurs populations plus qu'un doublement du produit par tête et par habitant : 3 841 \$ en 1950, 9684 \$ en 1980 soit une augmentation en dollars constants de 5843 \$. Ainsi la plus part des PIC, ainsi qu'en Asie, le Japon, ont également été marqués par cette phase d'expansion connue en Allemagne et en Italie notamment, sous le nom de « miracle économique » ou plus généralement, d'« âge d'or » de la croissance. Toutefois cette révolution s'est déroulée progressivement et de manière permanente pendant près de trois décennies. « La hausse des prix du pétrole débuta en 1973 [...] sur le plan de la croissance économique, le retentissement fut déjà très marqué en 1974, puisque pour l'ensemble des pays développés occidentaux, l'on passe de 5,7% en 1973 à 0,9% en 1974. [...] En 1975 le chômage s'établissait à 5,5%, ce qui était le taux le plus élevé depuis au moins 1949. »

PROPOSITION N° 17

CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de document: Divergences de croissance révélatrices de la France (en %)

Années	2007	2008	2009	2010	2011
Croissance du PIB (%)	<u>2,3</u>	0,1	-2,5	1,7	1,6
Taux de chômage (%)	8,0	7,4	9,1	9,4	9,6
Taux d'inflation (%)	1,5	2,8	<u>0,1</u>	1,5	1,0
Solde extérieur (en % du PIB)	-0,9	-0,3	-0,2	0,1	-0,4
Dette publique (en % du PIB)	63,9	67,5	78,1	82,7	<u>87,3</u>
Solde public (en % du PIB)	-2,5	-3,4	-7,5	-7,7	-6,4

Source INSEE, FCE pour 2010,2011

1. Donner une signification des chiffres en gras soulignés
2. Calculer le TAG de l'inflation sur la période
3. Calculer le Taux de croissance du PIB de la France
4. Donner le contenu essentiel de la ligne croissance du PIB

II. Dissertation :

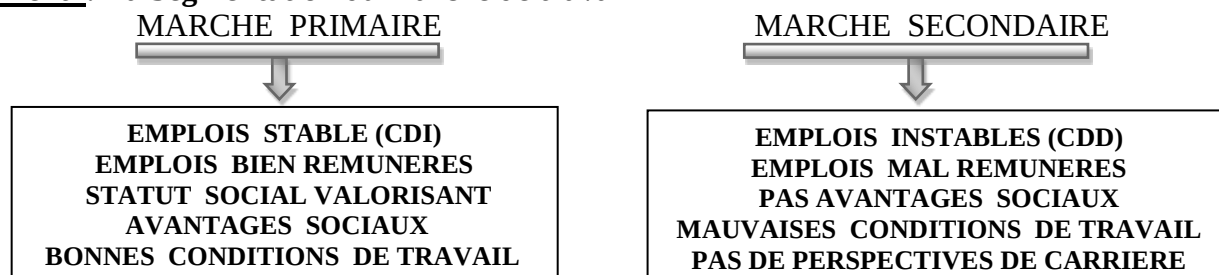
Sujet : L'apparition récente de la précarisation de l'emploi a radicalement transformé le marché du travail des PDEM.

A l'Aide des documents ci-joints et de tes connaissances, tu expliqueras les différentes formes d'emploi qui sont apparus après la crise de 1970 dans les PD et en suite montreras si de nos jours ce phénomène garde les mêmes aspects.

Document1: Précarité et exclusion

Depuis 2014, le taux de précarisation de l'emploi a repris sa progression de plus de 12,1% contre 13,5% en 2018 dans pratiquement tous les pays développés. Il s'agit essentiellement de personnes en contrat à durée déterminée et intérimaires. Sur le long terme, la hausse de cette précarisation traduit un changement en profondeur du marché de travail qui frappe surtout les jeunes actuel et les personnes diplômées. Le cas des jeunes constitue un exemple très éclairément d'application du double mouvement de précarisation et de surqualification à l'embauche qui conduit au chômage d'exclusion d'une partie d'entre eux : Ils sont en effet particulièrement concernés par l'emploi précaire : en 1988, pour les entreprises de plus de cinquante salariés, la part des contrats à durée déterminée (CDD) représentait près de 80% des embauches pour les moins de 25 ans (contre 67,5% dans l'ensemble des recrutements). Par ailleurs, la crise économique a profondément modifié l'attitude respective de deux « segments » du marché du travail, l'apparition des nouvelles formes d'emploi tel que : les contrats à durée déterminée (CDD); Formation ou apprentissage qui consiste à apprendre un métier en étant disponible; le travail à temps partiel ce sont des emplois dont la durée est inférieure à la durée légale de travail; travail intérimaire ou temporaire qui consiste à remplacer un travailleur malade ou absent par un travailleur temporaire. Ces formes d'emploi vont voir leur influence sur le marché de travail actuel dans l'ensemble des pays développés particulièrement USA ; France et au Japon et occupe près de 35,7% des emplois offerts. Ce sont des secteurs à statut précaire et aux emplois moins qualifiés-BTP, agro-alimentaire, services marchands et non marchands commerce, textile...lieux traditionnels d'insertion des jeunes sans formation. Source : S. Wuhl. Esprit 1992

Document2: La Segmentation du marché de travail



Source : M. Lémone «segmentation de l'emploi »

Document 3: La précarisation de l'emploi

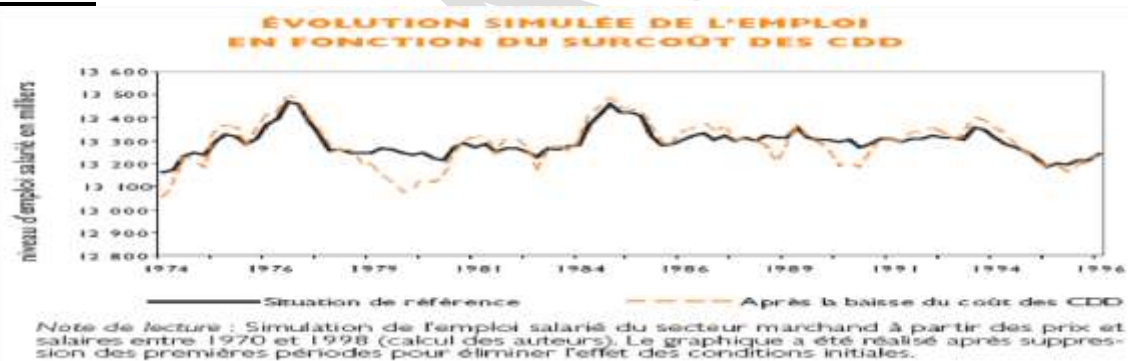
On recense habituellement, à partir des critères administratifs, quatre types de statut précaire : L'intérim, l'apprentissage, le contrat à durée déterminée, les stages et les contrats aidés par les pouvoirs publics (également à durée déterminée). Leur évolution est liée à deux facteurs : d'une part la stratégie d'embauche des entreprises, variable en fonction de la conjoncture en période d'incertitude le recours à l'emploi précaire s'inscrit dans le cadre d'une politique de flexibilité de l'entreprise et, d'autre part, la politique d'emploi développée par l'Etat pour favoriser l'insertion des groupes sociaux défavorisés, en particulier les jeunes et les chômeurs de longue durée. Dualisme au Japon, Les employeurs distinguent fondamentalement les employés permanents « Vrais employés », qui bénéficient d'avantages en nature, d'une bonne protection sociale et pour lesquels un véritable investissement en matière de formation est réalisé, des autres salariés appelés communément p^âto. Ces derniers constituent aux yeux des employeurs une main-d'œuvre d'appoint, et ne sont pas considérés comme faisant véritablement partie de l'effectif de l'entreprise. Ils sont censés travailler pour une durée hebdomadaire inférieure à celle des employés permanents (d'où ce qualificatif de p^âto), mais ne sont sauf exception pas affiliables au syndicat de l'entreprise et ne bénéficient d'aucune sécurité de l'emploi.

Document4: Emplois atypiques en France et leur progression

En milliers	1983	1991	1992	1993	1994
Population active	23 968	24 605	24 826	24 978	25 137
Chômeurs	1913	2228	2496	2781	3115
Actifs Occupés	22 055	22377	22330	22197	22022
Intérimaires à Durée déterminée	113	215	211	171	210
Apprentis	263	550	576	624	614
Stagiaires	189	189	181	180	185
Total emplois précaires	71	277	321	399	395
Taux de précarité en % (1)	2,6	5,0	5,2	5,5	5,6
Taux de chômage en %	8,0	9,1	10,1	11,1	12,4

Source : INSSE

Document5:



Document6: La précarisation de l'emploi un phénomène fréquent

Les nouvelles formes d'emploi sont des emplois nouveaux, incertains et peu protégés apparues après les 30 glorieuses et qui ont apporté des modifications au niveau du marché de travail des PIC. Les entreprises capitalistes, à un moment du tournant de leur survie ont été contraintes à recourir à la flexibilité du travail en vue d'apporter des nouvelles formes d'emplois. Entre 1985 et 2009, le pourcentage de salariés en contrats à durée déterminée a plus que doublé en France ou près de la moitié de ces contrats à durée déterminés sont conclus pour moins de six mois et un tiers d'entre eux ont une durée de moins de trois mois. Aux Pays-Bas seulement 2,3% des contrats temporaires sont conclus pour une durée de moins de six mois et en Italie dans ce dernier pays la proportion est passée de 5 à 12% des salariés. L'accroissement a aussi été substantiel en Allemagne de 10 à 14% ; en Espagne de 16 à 33% en 2005 puis à 25% en 2009. On constate que cette précarisation de l'emploi continu toujours dans les pays développés à un niveau très élevé. Dans ce dernier pays où la progression des contrats temporaires sont particulièrement marquée, plus de neuf millions de contrats temporaires ont une durée de moins de six mois et 2,4 millions d'entre eux ont durée comprise entre un et trois mois.

PROPOSITION N° 18			
CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de document: Taux de chômage par catégories socioprofessionnelles (en % de la population active, chômage au sens du BIT)

	1983	1987	1990	1993	Nombre de personnes concernées (mars 1993)
Cadres et professions intellectuelles supérieures (y compris professions libérales)	2,3	2.9	2.6	<u>4,9</u>	139 000
Professions intermédiaires	3.8	5.1	4.1	<u>5,8</u>	289 000
Employés	9.3	12.4	<u>11,9</u>	13,9	989 000
Ouvriers	10.1	14.8	12,2	14,3	981 000
Dont ouvriers non qualifiés	13.9	20.2	18,3	21,5	402 000

Source INDEE Première, mai 1994

1-Que signifient les chiffres en gras soulignés ?

2-Calculer le TAG et TAAM des employés au chômage entre 1983-1993

3- Quel(s) rapport(s) peut-on établir entre les taux de chômage des différentes catégories ?

4-Combien y avait-il de chômeurs dans la CSP des professions intermédiaires en 1993 ?

II. Dissertation :

Sujet : Les multiples transformations du marché du travail des pays développés à l'économie de marché (PDEM) ne revêtent-elles que des aspects positifs ?

Après avoir expliqué ces manifestations sur le marché du travail des PIC, tu montreras si de nos jours ils gardent mêmes aspects.

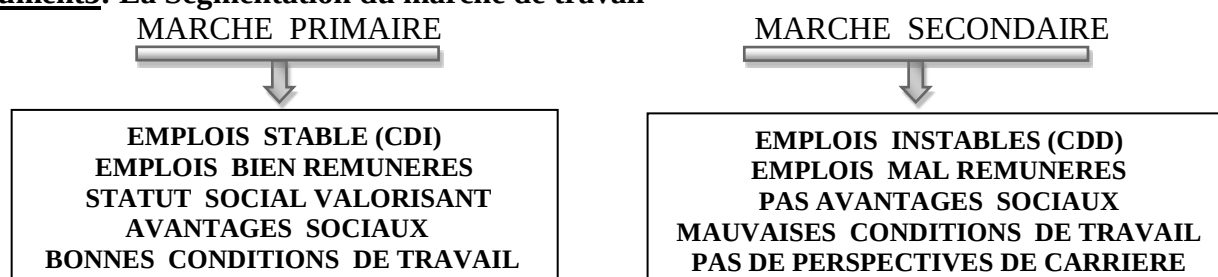
Document1:

En 2012, en France métropolitaine, parmi les 32 millions de personnes qui ont eu au moins un emploi dans l'année, 21 millions appartiennent au segment primaire : elles sont en emploi de manière (quasi) continue et à (quasi) temps plein. Parmi les 11 millions de personnes hors du segment primaire, 4 millions le sont par ce qu'elles limitent leur offre de travail : elles poursuivent des études ou perçoivent des pensions de retraite ou ont des problèmes de santé, ou vivent dans un ménage dont le niveau de vie le permet. Les 7 millions restants forment le segment secondaire. Elles sont nombreuses parmi les jeunes non étudiants, ce qui reflète leurs difficultés d'insertion. Mais le segment secondaire n'est pas uniquement une question d'insertion, puisque la moitié de ceux qui y sont ont entre 30 et 59 ans. La probabilité de s'y trouver est plus élevée pour les femmes, les peu diplômés et les personnes ayant une ascendance migratoire. 20% des personnes du segment secondaire appartiennent à un ménage pauvre, contre 4% de celles du segment primaire. Cet écart serait beaucoup plus élevé sans les indemnités de chômage et, surtout sans la prise en compte du revenu des autres personnes du ménage. Paru le: 04/07/2017

Document2: Précarité et exclusion

Le cas des jeunes constitue un exemple très éclairément d'application du double mouvement de précarisation et de surqualification à l'embauche qui conduit au chômage d'exclusion d'une partie d'entre eux : Ils sont en effet particulièrement concernés par l'emploi précaire : en 1988, pour les entreprises de plus de cinquante salariés, la part des contrats à durée déterminée (CDD) représentait près de 80% des embauches pour les moins de 25 ans (contre 67,5% dans l'ensemble des recrutements). Par ailleurs, la crise économique a profondément modifié l'attitude respective de deux « segments » du marché du travail, milieux d'accueil traditionnel des jeunes. Un secteur à statu stable : grandes entreprises, banques, administrations, qui jusqu'au début de 1983, recrutait des jeunes qualifiés. Une partie d'entre eux « transitait » par des emplois à caractères précaire, sans toutefois y rester un secteur à statut précaire et aux emplois moins qualifiés-BTP, agro-alimentaire, services marchands et non marchands commerce, textile...lieux traditionnels d'insertion des jeunes sans formation Source : S. Wuhl.

Document3: La Segmentation du marché de travail



Document4: Taux de salarisation comparés

	1964	1974	1984	1989
Etats-Unis	85,8	90,4	90,6	91,8
France	73,3	81,8	88,9	84,7
Japon	59,4	69,4	74,0	76,5
RFA	80,0	84,9	86,8	87,2
Royaume-Uni	93,0	91,9	80,5	87,1

Source : D'après statistique de la population active 1964-1989. OCDE paris 1980

Document5:

Le marché du travail [...] est devenu d'une flexibilité titres forte, en particulier grâce au recours massif à l'intérim. En France, en 2000, année record du point de vue des créations nettes d'emplois, (+580 000 !), un cinquième de cette progression, soit 120 000 emplois, provient de la hausse de l'intérim, utilise massivement dans l'industrie. Or, en 2001, ce sont près de 100 000 postes d'intérimaires qui ont disparu. C'est principalement ainsi que s'est ajusté d'emploi. Certes les plans sociaux (Moulinex, Danone, Air, Liberté ...) ont joué un rôle, mais mineur : pour l'ensemble des demandeurs d'emploi, la proportion de ceux qui étaient victimes d'un licenciement n'a pas augmenté d'une année sur l'autre, tandis que progressait la part de ceux qui terminaient une mission ou un contrat durée déterminée. Ces postes de travail, vite créés, vite supprimés, ont le mérite, aux yeux des entreprises, d'assurer quasiment sans délai l'ajustement des effectifs aux fluctuations du marché[...] Mais, en outre le coût social élevé, l'accroissement de la précarité notamment la généralisation de cette forme de flexibilité a pour effet de rendre l'économie française beaucoup plus cyclique. Réduire voire supprimer le nombre d'intérimaires revient à diminuer les coûts de l'entreprise, mais aussi les revenus des salariées concernées et à augmenter immédiatement le nombre de demandeurs d'emploi.

Source : Denis Clerc, << reprise attendue dans la zone euro >>, Alternatives économiques, hors

Document6: Les emplois précaires

En milliers	1983	1991	1992	1993	1994
Population active	23 968	24 605	24 826	24 978	25 137
Chômeurs	1913	2228	2496	2781	3115
Actifs Occupés	22 055	22377	22330	22197	22022
Intérimaires à Durée déterminée	113	215	211	171	210
Apprentis	263	550	576	624	614
Stagiaires	189	189	181	180	185
Total emplois précaires	71	277	321	399	395
Taux de précarité en % (1)	2,6	5,0	5,2	5,5	5,6
Taux de chômage en %	8,0	9,1	10,1	11,1	12,4

Source : nouvelles formes d'emploi

Document7: Précarité et exclusion

Depuis 2014, le taux de précarisation de l'emploi a repris sa progression de plus de 12,1% contre 13,5% en 2018 dans pratiquement tous les pays développés. Il s'agit essentiellement de personnes en contrat à durée déterminée et intérimaires. Sur le long terme, la hausse de cette précarisation traduit un changement en profondeur du marché de travail qui frappe surtout les jeunes actuels et les personnes diplômées. Le cas des jeunes constitue un exemple très éclairant d'application du double mouvement de précarisation et de surqualification à l'embauche qui conduit au chômage d'exclusion d'une partie d'entre eux : Ils sont en effet particulièrement concernés par l'emploi précaire : en 1988, pour les entreprises de plus de cinquante salariés, la part des contrats à durée déterminée (CDD) représentait près de 80% des embauches pour les moins de 25 ans (contre 67,5% dans l'ensemble des recrutements). Par ailleurs, la crise économique a profondément modifié l'attitude respective de deux « segments » du marché du travail, l'apparition des nouvelles formes d'emploi tel que : les contrats à durée déterminée (CDD); Formation ou apprentissage qui consiste à apprendre un métier en étant disponible; le travail à temps partiel ce sont des emplois dont la durée est inférieure à la durée légale de travail; travail intérimaire ou temporaire qui consiste à remplacer un travailleur malade ou absent par un travailleur temporaire. Ces formes d'emploi vont voir leur influence sur le marché de travail actuel dans l'ensemble des pays développés particulièrement USA ; France et au Japon et occupe près de 35,7% des emplois offerts. Ce sont des secteurs à statut précaire et aux emplois moins qualifiés-BTP, agro-alimentaire, services marchands et non marchands commerce, textile...lieux traditionnels d'insertion des jeunes sans formation. Source : S. Wuhl. Esprit 1992

PROPOSITION N° 19			
CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. ANALYSE DU DOCUMENT: Chômeurs par Sexe en France (5pts)

	Janv. 1990	Mars 1991	Mars 1992	Mars 1993
Circonstances de la recherche				
▪ <u>Hommes (Total 100%)</u>				
Fin d'emploi précaire	34,1	33,7	35,1	32,3
Fin de service national	4,8	4,9	4,2	5,5
Licenciement	38,2	37,8	38,2	40,4
Démission	7,0	7,0	<u>5,9</u>	5,0
Fin d'étude	5,2	4,4	4,7	5,3
Avait cessé toute activité ou n'avait jamais travaillé	4,7	4,9	4,7	3,3
Autres circonstances	6,0	7,2	7,2	8,2
▪ <u>Femmes (Total 100%)</u>				
Fin d'emploi précaire	32,2	31,1	32,7	32,5
Licenciement	<u>27,2</u>	28,3	29,8	29,6
Démission	10,3	11,5	10,8	10,6
Fin d'études	7,4	7,5	6,8	7,8
Avait cessé toute activité ou n'avait jamais travaillé	17,2	16,4	14,9	<u>14,1</u>
Autres circonstances	5,7	5,1	5,0	5,4

Consigne : A l'aide du tableau ci-dessus

- 1) Que signifient les chiffres soulignés
- 2) Quelle idée se dégage de la ligne, fin de service national chez les hommes ?
- 3) Quelle est la principale circonstance de la recherche chez les hommes ? Et chez femmes ?
- 4) Sur la période quelles circonstance de la recherche connaissent une évolution positive ?

II. DISSERTATION: (15pts)

Sujet: Dans les années 1970, le marché du travail des PIC se caractérise par une segmentation du travail des entreprises capitalistes.

A l'aide des documents et de tes connaissances personnelles, tu évoqueras les différentes stratégies de segmentation adoptée sur le marché du travail des PIC et en suite tu montreras si de nos jours, ce phénomène garde toujours les mêmes aspects

Document1: La Segmentation du marché de travail

MARCHE PRIMAIRE

EMPLOIS STABLE (CDI)
EMPLOIS BIEN REMUNERES
STATUT SOCIAL VALORISANT
AVANTAGES SOCIAUX
BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL

MARCHE SECONDAIRE

EMPLOIS INSTABLES (CDD)
EMPLOIS MAL REMUNERES
PAS AVANTAGES SOCIAUX
MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL
PAS DE PERSPECTIVES DE CARRIERE

Document2: Segmentation et répartition des actifs

En 2012, en France métropolitaine, parmi les 32 millions de personnes qui ont eu au moins un emploi dans l'année, 21 millions appartiennent au segment primaire : elles sont en emploi de manière (quasi) continue et à (quasi) temps Plein. Parmi les 11 millions de personnes hors du segment primaire, 4 millions le sont parce qu'elles limitent leur offre de travail : elles poursuivent des études ou perçoivent des pensions de retraite, ou ont des problèmes de santé, ou vivent dans un ménage dont le niveau de vie le permet. Les 7 millions restants forment le segment secondaire. Elles sont nombreuses parmi les jeunes non étudiants, ce qui reflète leurs difficultés d'insertion. Mais le segment Secondaire n'est pas uniquement une question d'insertion, puisque la moitié de ceux qui y sont ont entre 30 et 59 ans. La probabilité de s'y trouver est plus élevée pour les femmes, les peu diplômés et les personnes ayant une ascendance migratoire. 20 % des personnes du segment secondaire appartiennent à un ménage pauvre, contre 4 % de celles du segment primaire. Cet écart serait beaucoup plus élevé sans les indemnités de chômage et, surtout, sans La prise en compte du revenu des autres personnes du ménage. Source : Paru

Document3: Caractéristiques des groupes du marché du travail luxembourgeois (Secteur privé)

Marché		Total	Groupe1 : Marché secondaire (25,1%)				Groupe 2 : Marché primaire (23,4)			Groupe 3 : Marché Intermédiaire (51,5%)
			1	2	3	4	5	6	7	8
En %			4,9	6,5	8,7	5,0	8,0	8,3	7,1	51,5
Statut	Ouvriers	46	0	15	53	72	24	6	0	67
	Employés	54	100	85	47	28	76	94	100	33
Temps de travail	Temps partiel	12	22	19	26	22	6	0	0	12
	Temps plein	88	78	81	74	78	94	100	100	88
Type de contrat	CDI	94	95	100	100	0	100	100	100	100
	Autres contrats que CDI	6	5	0	0	100	0	0	0	0

Document4:

Réduire cette segmentation contribue pourtant à réduire les inégalités entre hommes et femmes...

La segmentation du marché du travail, c'est-à-dire l'inégale répartition de l'emploi masculin et féminin par secteur d'activité, persiste en France et au sein de l'Union européenne. Lutter contre cette segmentation revient pourtant à réduire les inégalités entre les deux sexes. Or, depuis 2000, la segmentation sectorielle a progressé de 1,8 points, d'après les données de la commission européenne ; les secteurs d'activité féminine moins exposés à la conjoncture. Cette segmentation a toutefois permis de protéger l'emploi féminin depuis le début de la crise en 2008. Les secteurs de la construction et de l'industrie manufacturière, très « masculins » ont représenté les trois quarts Des destructions nettes d'emplois enregistrées entre le deuxième trimestre de l'année 2008 et le premier de l'année 2010. La segmentation du marché du travail protège les femmes en temps de crise. 16h00, le 21 décembre 2012

Document 5:

Chiffres 2016	Ensemble		Sexe (en %)		Age (en %)		
	En milliers	En %	Femmes	Homme	15-24 ans	25-49 ans	50 ans et plus
Non-salariés	3140	11,8	8,4	15,0	2,7	10,5	16,9
Salariés	23442	88,2	91,6	85,0	97,3	89,5	83,1
Contrat à durée indéterminée	19987	85,3	85,1	85,4	44,0	87,5	92,8
Contrat à durée déterminée	2453	10,5	12,3	8,6	32,1	9,5	5,9
Apprentissage	379	1,6	1,1	2,1	16,6	0,3	0,0
Intérim	624	2,7	1,5	3,8	7,2	2,7	1,2
Ensemble	23442	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ensemble des emplois	26584	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSEE, enquête 2016.

Document 6: La segmentation du marché du travail reste très actuelle dans les pays développés, sous des formes souvent renouvelées.

Un dualisme persistant, la distinction classique entre «Marche primaire» (Emploi stables, bien rémunéré) et «Marche Secondaire» (précaires, faiblement rémunération) cette situation n'a pas disparue sur le marché du travail des PIC. Cependant, elle se manifeste par des inégalités d'accès aux CDI, à la formation et aux promotion. Les inégalités de salaires, d'horaires et d'opportunités d'emploi restent structurellement marquées, notamment selon le diplôme, le genre ou l'origine...

Les formes atypiques et les marche de plateforme depuis les années 2000, ont été à l'origine d'un segment de travail. Ce segmentation occupe 1 à 3% des emplois total, mais il pose de nouveaux défis en termes de protection sociale, de reconnaissance du statut salarie et de segmentation interne des entreprises. La segmentation actuelle, se réinvente autour de nouveaux clivages (Statut d'emploi ; secteur «vert», numérique, démographique). Elle conserve une dimension centrale pour comprendre les inégalités et orienter les politiques du travail.

PROPOSITION N°20			
CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de document : (5pts)

pays	Contribution des secteurs à la croissance réelle du PIB				PIB	
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire	2018	2021
Allemagne	<u>1,2</u>	20,6	6,7	71,4	41 915	50 450
Espagne	4,2	14,0	6,3	75,5	19 328	20 333
France	2,5	13,3	6,7	76,1	27 122	25 440
Portugal	6,0	18,5	6,3	69,1	<u>4 867</u>	6 580

Source : Eurostat (extraction du 13 décembre 2019)

1-Interprétez les chiffres soulignés

2-Calculez le TAAM du PIB de la France entre 2018 à 2021 par deux possibilités

3-Avec chiffre à l'appui, dit quel est le secteur le plus dominant dans l'ensemble de ces pays ?

4-Quel était la valeur de la contribution de l'industrie dans le PIB de l'Espagne en 2018?

5-A partir du tableau, quel est le pays qui a enregistré le plus : Le déclin de l'agriculture ?

La désindustrialisation ? Et La tertiarisation ?

I. Dissertation : (15pts)

Sujet: Certaines analystes affirment que l'organisation scientifique du travail (OST) reste un modèle de croissance économique pour les PDEM.

Consigne: A l'aide des documents et de tes connaissances personnelles, tu analyseras les atouts de l'organisation scientifique du travail pendant les 30 glorieuses et en suite tu préciseras si cette forme d'organisation du travail est toujours en actualité dans ces pays.

Document1 :

Pendant les 30 glorieuses, Taylor puis ensuite Ford ont mis en place l'organisation scientifique du travail (OST) pour aider les entreprises des PIC à produire plus sans augmenter leurs facteurs de production. Cette organisation consiste à diviser le travail, à séparer les tâches de conception et d'exécution, à décomposer la fabrication en tâches élémentaires et enfin à utiliser le concept du travail à la chaîne de montage. Le taylorisme est une méthode de travail se basant sur une organisation scientifique du travail grâce à une analyse bien détaillée des différents modes et technique employés lors de la production. Cette méthode vise ainsi à obtenir la meilleure manière de produire des biens et de rémunérer les salariés et par conséquent, à obtenir le meilleur rendement possible en utilisant les ressources disponibles. L'un des premiers principes de la méthode du Taylorisme est la division verticale du travail, notamment la séparation entre le travail de conception et le travail d'exécution de manière stricte. Ainsi, le premier volet, voire le travail de conception, est particulièrement confié aux dirigeants de l'entreprise, aux cadres et aux ingénieurs. Quant aux deuxièmes, il est réservé aux ouvriers. Entre ces deux volets on trouve des contremaîtres qui ont la responsabilité de s'assurer la bonne réalisation du travail au sein de l'entreprise.

Document2: Les facteurs explicatifs de la croissance après le second conflit mondial

Ainsi les 30 glorieuses débutent après la fin de la seconde Guerre mondiale en 1945 par reconstruction économique des pays dévastés par la guerre (construction des infrastructures). Ce développement se construit selon le modèle Taylor et Ford qui avait fait ses preuves aux Etats-Unis dès le début du XXème siècle. A la fin du XIXème siècle, Taylor propose une organisation scientifique du travail qui permettra de concilier de meilleures conditions de travail et une augmentation de la productivité grâce à la division verticale et horizontale du travail. Ainsi la standardisation des produits et l'innovation apportées par Henri Ford, font bénéficier les entreprises d'économies d'échelles importantes. Ces gains de productivité seront répartis entre les salariés (Hausse des salaires ; donc du pouvoir d'achat des ouvriers par conséquent les salariés voient donc leur pouvoir d'achat augmenter sensiblement.

Ainsi dans tous les pays tels que : en France ; En USA ; En RFA ; Au Japon etc, cette période va coïncider avec une reprise subite et prolongée de la natalité et de la fécondité qui est qualifiée de baby-boom, cela permettra de fournir une main d'œuvre abondante, qualifiée et à bon marché pendant les années 1970 à 1980.

Document3:

Ainsi la crise de 1925 est considérée comme un effet destructeur sur les innovations apportées au Taylorisme par Henry Ford. La production avait considérablement augmenté mais le principal problème était alors celui des débouchés pour l'écoulement de la production. Tout le mérite revient à Ford d'avoir contribué à augmenter la production en distribuant des revenus c'est-à-dire en créant le pouvoir d'achat qui est seul remède contre les méventes. Ainsi, le modèle est en crise. A partir de 1960 les gains de productivité connaissent un ralentissement suite à des mouvements de contestation. Les travailleurs vont de plus en plus manifester leur refus de l'organisation Taylorienne du travail dont les manifestations sont les suivantes ; l'absentéisme des travailleurs et les malfaçons augmentent. Il n'est pas exagéré de parler de crise de l'organisation fordienne, puisque la totalité de ses composantes s'avère, dans les années quatre-vingts, jouer un rôle défavorable à la compétitivité. Il n'est pas inintéressant de noter que dans le secteur, les firmes qui ont perdu des parts de marche avaient en général une organisation fordienne ; a contrario celles qui ont fait progresser leur position anticipent sur les nouveaux principes de gestion en voie d'émergence [...].Ce qui était une force devient une faiblesse...Pousser la division du travail dans l'atelier conduit, au-delà d'un certain seuil, à des résultats contreproductifs : les tâches deviennent tellement répétitives que l'absentéisme et la rotation de la main-d'œuvre témoignent indirectement des insatisfactions des salariés ; le développement de la hiérarchie intermédiaire, voire annule les gains de productivité.

Document 4: Evolution du PIB entre 1945 à 1970 dans quelques pays développés en % du TAAM

Années	1945-1950	1950-1955	1955-1960	1960-1965	1965-1970
RFA	2,5	5,4	6,5	7,1	7,6
France	0,2	1,7	3,4	4,0	4,5
Japon	3,4	3,5	5,4	5,8	6,3
USA	2,7	3,5	4,3	5,2	5,8
Total des PIC	2,7	3,0	4,5	6,8	9,1

Source : RF Statistique. P90

Document5:

Le taylorisme triomphe durant les années 50 et 60 en France. Le nombre d'OS passe entre 1954 et 1975 de 1,8 à 3 millions. Cependant Taylor commence à être connu à partir de 1905-1906, notamment des ingénieurs dont il valorise l'activité. Chez Renault, une première expérience est alors menée par l'ingénieur Ram : il introduit le chronométrage comme base de fixation d'un salaire aux pièces. Malgré une amélioration de la productivité de 120%, cette expérience ne donne pas lieu à généralisation des principes de Taylor.

Pourtant à partir de 1910, le taylorisme retrouve un intérêt aux yeux des patrons français. Renault et Michelin font un voyage d'étude aux Etats-Unis. A Billancourt, une nouvelle application est faite, mais superficielle : Renault ne retient du taylorisme que la possibilité de réintroduire le salaire aux pièces et non l'idée du contrat social. Il se heurte ainsi à hostilité ouvrière.

PROPOSITION N°21			
CPREQUAM	ECONOMIE		ANNEE : 2024-25
SERIE : T.SECO	COEF: 04	DUREE :04	M. KEITA

I. Analyse de document: L'évolution des ventes de marque WW en Allemagne sur la période

	Indice base (100 en 2000)		En millions de voitures		TAAM (en %)		Part dans les ventes Totales
Années	1990	1995	2000	2006	06-11	11-14	2014
Ventes	<u>90</u>	110	<u>4</u>	5,6	<u>-0,2</u>	+3	<u>20</u>

1. Donnez le sens des chiffres soulignés

2. Calculez le TAG entre 1990-1995 après avoir calculé le nombre de voitures vendu en 1990 puis 1995.

3. Calculez le T.A.A.M du nombre de voitures de 2006-2014

4. Combien de voiture a-t-on vendu en 2011 ? en 2014 ? En déduire le nombre total de voiture vendues toute marque confondues en Allemagne en 2014.

II. Dissertation:

Sujet: Les capitalistes sont-ils sortis de la crise économique ?

Consigne: Après avoir évoqué les caractéristiques de cette période de difficulté, tu montreras si ces pays sont à même de redynamiser leur économie

Document1:

Les perspectives d'accroissement du niveau de vie dans les pays développés

Pour réaliser les projections du PIB par habitant, nous avons supposé un maintien des rythmes de la période 1990-2001 en Europe Occidentale et au Japon, ainsi qu'un léger ralentissement aux USA, où la bulle des technologies de l'information des années 1990 a éclaté et où les entrées de capitaux qui finançaient le déficit commercial devraient considérablement se tasser. La croissance agrégée par habitant en « Occident » ne devrait pas s'essouffler de manière très significative mais, associée au ralentissement démographique, elle devrait porter la croissance du PIB cumulé à environ 2% par an. Ce rythme serait alors analogue à celui enregistré pour la période 1913-1950.

La dynamique de croissance transmise par l'Occident devrait être plus modeste qu'en 1870-1913 et qu'en 1973-2000

Source : L'Occident et le reste du monde dans l'ordre économique international.

Document2: Les cinq premiers pays au plus gros PIB (estimations 2016, prix courant)

Rang	Pays	PIB 2015 (milliards \$)	PIB 2016 (milliards \$)	Evolution 2015-2016
1	Etats-Unis	17 698	18 968	+8%
2	Chine	11 254	12 385	+7%
3	Japon	4 171	3 216	+1%
4	Allemagne	3 373	3 371	+3%
5	Royaume Uni	3 055	2 865	+4%
6	Total	18 225	20 450	+10%

Source : FMI

Document3: Le ressort de la croissance est cassé

En trios ans, le prix du baril de pétrole a dégringolé des trois quart de sa valeur, et celui des matières premières a suivi le même mouvement. Depuis plus d'un an, le moteur principal de la croissance économique mondiale, la Chine, se grippe, et la chute de sa demande aux autres pays entraîne ces derniers dans le ralentissement, sinon la récession. Le Brésil, autre grand pays émergent, s'effondre, et le Japon est embourbé dans la stagnation depuis vingt-cinq ans.

Les Etats-Unis, dont la reprise était montrée en exemple, s'essouffent déjà.

La « révolution » des gaz de schiste et autres combustibles non conventionnels s'est retournée contre ses promoteurs. L'augmentation de la production de combustibles est venue au moment précis où la demande a diminué. L'attitude de l'Arabie Saoudite et l'arrivée de l'Iran sur le marché du pétrole ont accentué le revirement : les prix se sont donc effondrés et ont rendu non rentables les combustibles non conventionnels. Source : La crise est bien celle du capitalisme, mardi 29 mars 2016, par Jean-Marie

Document4:

Perspectives moroses pour la croissance potentielle d'ici 2020 et croissance modérée à court terme selon le FMI, avant la crise, la croissance potentielle avait commencé à ralentir dans les pays avancés, alors qu'elle s'accélérait dans les pays émergents. Dans les deux cas, cela s'expliquait surtout par des variations de la croissance de la productivité. Dans les pays avancés, la croissance potentielle a faibli depuis le début des années 2000 et particulièrement depuis la crise. Elle augmentera probablement légèrement ces prochaines années, mais restera à moyen terme inférieure aux taux d'avant la crise (1,6 % en 2015-2020). Les raisons principales en sont le vieillissement de la population et la faible accélération de la croissance du capital par rapport aux taux actuel, tandis que la production et l'investissement ne se remettent que progressivement de la crise. Source : Perspectives on potential output-FMI, avril 2015.

Document5: Croissance du PIB et de la productivité du travail en %

Croissance du PIB	1950/1973	1973/1979	1979/1990	1990/1997	1997/2000	2000/2002
France	5,0	2,8	2,2	1,4	3,6	1,4
Union Européenne	4,8	2,4	2,3	1,7	3,1	1,1
Etats-Unis	3,6	2,6	2,6	2,3	4,2	1,3
Productivité du travail	1950/1973	1973/1979	1979/1990	1990/1997	1997/2000	2000/2002
France	5,0	2,6	2,1	1,3	1,4	0,0
Union Européenne	4,5	2,7	1,9	0,9	1,1	0,1
Etats-Unis	2,5	0,7	1,1	1,4	2,9	0,9

Source : OCDE, MEI économie outlook, n°73 2003. Chiffres provisoires pour 2001 et prévisions OFCE pour 2002

Document6: Les capitalistes ont adapté leur modèle

La reconnaissance d'un nouveau modèle économique. Après la crise des années 1970, le capitalisme s'est réorganisé autour du néolibéralisme : réduction du rôle de l'Etat, flexibilité du travail, ouverture des marchés, privatisations. La croissance relancée dans les années 1980-1990 Les Etats-Unis, Royaume-Uni et d'autres pays connaissent une reprise grâce à ces politiques. Les profits des entreprises augmentent à nouveau, tout comme la croissance dans certains secteurs (technologie, service, finance). La sortie de crise est incomplète et inégale, le capitalisme financier a engendré de nouvelles crises, comme celle de 2008. Ces crises montrent que le système reste instable et vulnérable aux dérives spéculatives